

Congrès AFSP Aix 2015

ST 21. Adoption, organisation et diffusion des primaires ouvertes. Une approche comparée

La trace des primaires socialistes : Appropriation locale et temporelle d'une procédure nationale et ponctuelle en Meurthe-et-Moselle.

Laurent OLIVIER, IRENEE Université de Lorraine

La procédure des primaires a été célébrée comme une victoire de la démocratie moderne pour départager des candidatures dans un parti sortant d'une crise de leadership. Elle s'apparentait alors à une technologie innovatrice, relégitimant le parti dans la perspective de la présidentielle. Elle s'inscrit dans un contexte d'analyse de l'évolution du militantisme partisan qui serait intermittent, multipositionné, et pointilliste (à l'image d'un militantisme « post-it », Mathieu) mais également de plus en plus spécialisé et virtuel. Les partis, tributaires d'électorats flottants, instables, ont opéré des ruptures stratégiques pour élargir et sécuriser leur base électorale (Kaase 1994, Scarrow 1999, Wattenberg 1991) en misant davantage sur les campagnes électorales que sur les activités partisans, sur les candidatures individuelles que sur le parti. Aussi, le Parti socialiste s'est-il efforcé de fidéliser les auxiliaires qui l'investissent, par le vote comme par de nouveaux modes participatifs et délibératifs.

De fait, la procédure fut un succès et à inspiré d'autres expériences d'ouverture de la sélection des candidats, (UMP, verts localement pour les municipales, à Marseille). Cette procédure d'apparente démonopolisation partisane de l'investiture s'inscrit *a priori* dans une logique globale d'évolution des modes de légitimation et de régulation de l'institution partisane au niveau du « central office ». Au delà de l'exercice de style démocratique et de la médiatisation qu'il a suscité, la campagne et le vote auraient pu en effet prendre la forme d'une élection directe, hors sol, sans enjeux spécifiquement locaux, comme un vote par internet. Pourtant, on peut se pencher sur la portée concrète, dans l'immédiat et à plus long terme, que ce dispositif a suscité au niveau local, Cette procédure, loin d'être standardisée a aussi une dimension conjoncturelle, aléatoire et aux significations diverses. Peu stabilisée, elle reste le produit du système de relations et de concurrence qu'est l'institution partisane et pose la question des conditions de sa production (elle n'est pas prévue par la loi comme aux Etats-Unis où les partis n'ont pas de contrôle direct sur la procédure de désignation (Pennings Hazan). A travers les aléas d'une nouvelle technologie de légitimation dont le bien fondé fut discuté, on s'intéressera à la trace laissée au delà de la neutralité apparente du dispositif

La campagne pour les primaires elle même, a été l'enjeu de logiques territoriales ; elle a en outre *a posteriori* été le support de la construction mythifiée d'un nouveau militantisme et ainsi imprimé sa trace comme par effet de rémanence sur les pratiques militantes et électorales ultérieures identifier la trace des primaires c'est aussi s'interroger sur l'éventuel dépassement de l'opposition entre engagement affilié et engagement distancié (Ion) comme le faisait Lefebvre. Invitation aussi à ne pas céder à une perspective trop évolutionniste, et homogène de l'engagement politique (Lefebvre 2023). Le militantisme présente une dimension intrinsèquement provisoire ou intermittente comme le soulignait Daniel Gaxie dès 1977.

identifier la trace des primaires c'est aussi s'interroger sur l'éventuel dépassement de l'opposition entre engagement affilié et engagement distancié (Ion) comme le faisait R Lefebvre (2013). L'analyse est aussi une invitation aussi à ne pas céder à une perspective trop évolutionniste, et homogène de l'engagement politique (Lefebvre 2013). Le militantisme présente une dimension intrinsèquement provisoire ou intermittente comme le soulignait Daniel Gaxie dès 1977.

- On a pu en effet parler d'abord d'une territorialisation de la primaire, en ce qu'elle a constitué un véritable enjeu de mobilisation locale et même d'invention d'un territoire d'agrégation des votes, puisque les circonscriptions constituaient des territoires ad-hoc. L'identité territoriale locale du militantisme nuance l'idée d'une campagne déterritorialisée autour d'un leadership national. La procédure des primaires est aussi un instrument de réactivation de la compétition territoriale pour l'appropriation de ressources partisans locales. Elle se heurtera parfois à des résistances internes et externes (coopération limitée de certaines communes, déclinaison de conflits locaux droite-gauche, réticences de certains militants à l'égard d'un dispositif « parisien » jugé technocratique et déconnecté du terrain). L'organisation de la primaire est un élément de cristallisation de la concurrence entre deux fédérations voisines. L'invention d'un territoire électoral original, comme lieu de combinaison des enjeux nationaux et locaux, est aussi l'expression de multiples paramètres électoraux et militants.

La primaire du parti socialiste s'organise à la fois dans des territoires institués, et des territoires construits selon une « gouvernance partisane multi-niveaux », révélant les multiples possibilités stratégiques de mobilisation partisane. La transposition territoriale du principe de la primaire, venu des Etats-Unis et de l'Italie, par le think tank Terra-Nova, opérateur de transfert transnational, s'apparente à une appropriation voire un détournement local d'une procédure démocratique normalisée. La proximité et ses technologies sont un enjeu de légitimation politique. Ainsi, la procédure des primaires, dans sa mise en œuvre concrète a permis de construire une configuration militante et sympathisante nouvelle.

- Événement territorialement structurant, l'instauration de la procédure des primaires apparaît aussi comme un instrument de mobilisation militante potentiellement désindexé de la campagne présidentielle. Ce dispositif a en effet permis d'inaugurer ou plutôt de relégitimer et renouveler une pratique militante singulière : le porte à porte, qui sera ensuite exploité, avec plus ou moins de réussite pour les élections successives.

Le récit des primaires sera par la suite mobilisé par les responsables fédéraux ou de section comme une recette du succès électoral. Ainsi, cette technique électorale destinée aux sympathisants est réinterprétée comme un instrument de mobilisation partisane, alors même que le débat en amont sur la légitimité partisane et militante de cette procédure ouverte avait pointé les risques de désengagement et de confiscation de la souveraineté militante. Il convient donc de s'interroger sur l'hypothèse d'un effet de rémanence de la primaire, de rechercher s'il est effectif ou construit comme un label voire une franchise dont certaines modalités de mobilisations peuvent être reproduites. Ainsi, la mémoire des pratiques développées par la campagne des primaires peut faire l'objet d'usages métaphoriques, quand il s'agit de renouer avec l'élan collectif du peuple de gauche ou une réappropriation militante de pratiques sacralisées.

Les sympathisants des primaires, futurs militants ? Le parti socialiste, au niveau local a tenté de pérenniser les soutiens des électeurs des primaires, en exploitant la liste des sympathisants, pourtant théoriquement explicitement centralisées, précisément pour éviter leur utilisation pour d'autres échéances que celle de la présidentielle. Dans la pratique, ces sympathisants ont bien été sollicités. Nous nous intéresserons à l'ampleur de ce phénomène et à l'effectivité de l'engagement ultérieur de ces « adhérents des primaires ».

La primaire, a pu être productrice d'une nouvelle identité militante, ou de la fragilisation des anciennes identifications partisans. On peut analyser les formes des pratiques militantes à travers la campagne des primaires qui a agi comme un prisme qui a permis d'expérimenter de nouvelles méthodes de mobilisation et d'en tirer les conséquences sur le mode essai/erreur, selon une logique à la fois d'héritage et d'apprentissage, à travers la perpétuation de méthodes et de formations qui ont fait leurs preuves. Ainsi, les organisateurs locaux des primaires deviennent des experts pour

conduire d'autres compétitions électorales ou former les militants, avec un succès et une capacité, qu'il faudra interroger, de réactivation de la population. Il faudra s'interroger sur l'éventuelle hybridation et parfois la confusion des deux statuts d'adhérent et de sympathisant. Mais cette mobilisation a pu relancer aussi la réflexion, certes rituelle et cyclique, sur le renouvellement de l'organisation et de la démocratie partisane ;

Parler de traces des primaires suggère plusieurs dimensions (Serres 2005). La trace peut être rapportée à l'extériorité (qu'il s'agisse de trace écrite (rapports, ouvrages) ou matérielle, ou affective exprimée par la représentation des acteurs, à travers un rapport entre mémoire et imagination (Ricoeur). La trace peut relever du paradigme indiciaire (Ginzburg), partielle et indirecte afin d'identifier les détails identifiés lors de l'épisode des primaires, comme symptôme de nouvelles voies défrichées de l'engagement. La trace est aussi la mémoire de ceux qui se sont investis dans le processus et l'ont idéalisé à travers les témoignages marquant cette dialectique de l'histoire entre passé et présent. La trace peut aussi être pensée comme « référence circulante (Latour, 2001). Nous entendons ce terme dans plusieurs sens : la trace au sens d'empreinte laissée sur le territoire, mais aussi au sens de mémoire, Cela suggère une dimension à la fois temporelle et synchronique dialectique de l'histoire entre présent et passé, rémanence, écho. En l'occurrence, la trace de la primaire, c'est aussi parfois, le signe d'une transplantation perçue comme autoritaire et artificielle qui suscite, comme pour les adhérents à 20 euros, en retour, une réactivation de la norme militante traditionnelle (Lefebvre 2013, p.) On peut encore parler de trace par opposition, à la dimension purement conjoncturelle de la consultation, du caractère non figé, exceptionnel, ou pour évoquer le caractère d'apparence résiduelle, voire détourné, du scrutin, par opposition à l'enjeu principal : l'arbitrage national entre plusieurs leaders, la résolution d'une crise de leadership au niveau de « central office »

Ainsi on se demandera dans quelle mesure, au-delà de sa dimension conjoncturelle et événementielle, la procédure des primaires du PS a révélé l'invention d'un territoire électoral original, comme lieu de combinaison des enjeux nationaux et locaux, est aussi l'expression de multiples paramètres électoraux et militants (l'influence des élus et des militants à différents niveaux, trace des affrontements partisans lors des congrès). En outre, elle a pu avoir un effet à la fois anticipateur et amplificateur pour les élections suivantes (au-delà de l'élection présidentielle dont elle était le préambule. Et dans quelle mesure la reconnaissance d'un stock de sympathisants a pu à la fois alimenter les effectifs du parti et faire évoluer ses pratiques militantes

Dans un premier temps nous montrerons la trace singulière qu'a imprimée le processus des primaires à un territoire départemental, en réactivant de façon paradoxale des clivages liés à des enjeux territoriaux relativement distincts des enjeux de l'élection présidentielle. Dans un second temps, nous montrerons qu'au-delà de sa dimension très conjoncturelle, l'organisation des primaires et la mobilisation qu'elle a entraînée a laissé une trace en instaurant les bases d'une mémoire organisationnelle nouvelle, qu'il faudra cependant fortement nuancer

I. La territorialisation des primaires, la trace à court terme

L'élection primaire peut laisser sa trace localement, au-delà de la simple participation à un scrutin national, instrument de réactivation de la compétition territoriale autour d'enjeux locaux pour l'appropriation de ressources partisans, selon un phénomène d'enclavement d'une compétition nationale. La trace au niveau territoriale, suggère l'empreinte presque au sens propre, la façon dont se dessine le scrutin au niveau du territoire, tant au niveau de la campagne que des résultats. Ainsi, la primaire, si elle n'a pas eu un effet à long terme sur la réinvention du territoire, a pu s'appuyer sur celui-ci, réactiver une identité politique territoriale sur d'autres enjeux, rendre hybride l'identité politique territoriale en mêlant l'appartenance aux territoires institutionnels (commune,

circonscription, et l'identification à des acteurs locaux, en fonction de leur positionnement. Ainsi, la primaire a pu avoir pour effet d'éveiller des identités territoriales partisans, dans des termes différents de ce qui existe pour les élections républicaines traditionnelles

A ; La préparation de l'élection primaire. Dessiner un territoire électoral, sur la base de ressources locales.

D'emblée, la stratégie du parti consistait à territorialiser la primaire, scrutin national, pour en mobiliser des ressources locales (individuelles, sympathisantes, militantes), comme s'il s'agissait paradoxalement de dépersonnaliser et délocaliser la campagne. L'organisation a permis de réinventer un ancrage territorial, mais aussi de recréer une mobilisation partisane, sympathisante ou militante, localement. En elle même l'organisation de la primaire a pu forger une expertise empirique et réveiller des velléités militantes, dans la mesure où des centaines de collaborateurs (un millier d'adhérents ou sympathisants) pour tenir les bureaux de votes, ont pu se sentir investis d'une mission qui touchaient à leur identité politique, mais aussi à la construction d'un espace électoral qu'ils ont cherché à créer et à faire prospérer ou légitimer. Ainsi, l'organisation de la primaire est une entreprise politique qui, pour un temps implique sans réserve les acteurs locaux, fortement et durablement, de façon assez sacerdotale. *« que ce soit les adhérents qui ont pris part au processus, et les sympathisants autour, on leur a demandé énormément. Plus tu leur en demandais et plus ils étaient contents de faire partie de l'aventure des primaires »* (AC). Le cadrage de la CNIL, les exigences de la procédure, nécessitant des sessions de formations longues, des simulations, le travail de constitution des listes et les responsabilités lourdes demandées aux présidents de bureau de vote (procédure, recueil des listes, transport de fonds), révélaient la lourdeur de la responsabilité demandée aux présidents de bureau de vote, et aux sympathisants

Une expertise collective territorialisée.

La procédure des primaires a pu être analysée comme une forme de confiscation de la prise de décision du militant de base, et la consécration d'une logique de construction médiatique des candidats du parti, par les sondages notamment, voire d'une externalisation du processus de légitimation militante (Lefebvre, 2011). L'ancrage local du militantisme pourrait ainsi perdre de sa force et favoriser des campagnes de plus en plus déterritorialisées, à l'image de l'engagement partisan, au delà de la section (Theviot, 2011). Ce qui accrédirait l'idée d'une élection hors sol, sans trace autre que nationale. Cependant, l'identité territoriale locale pourrait s'opposer à l'idée de leadership national ou la nuancer. Comme dans le domaine des politiques publiques, le changement d'échelle transforme le regard porté par les leaders sur un problème en sélectionnant une partie du réel (la compétition nationale) à partir d'une focale (Faure et al 2007).

La trace singulière laissée par les primaires tient en partie au fait que la proximité et ses technologies constituent un enjeu de légitimation politique très valorisé (Le Bart, Lefebvre 2001). Les bureaux de votes sont aussi des territoires ad hoc car ils ne reproduisent pas exactement les espaces d'agrégation électoral que l'on retrouve communément: un bureau de vote peut agréger les votes de plusieurs communes. Ainsi est construit un territoire, qui préserve cependant les marques de l'espace social électoral, puisque les lieux de votes restent des espaces symboliques d'identité républicaine (lieux que les votes traditionnels, même protocole). La nouvelle grammaire des territoires qui construit des espaces d'agrégation de vote inédits, dotés de ressources électorales aux significations diverses, peut être nuancée par la préservation des espaces symboliques officiels, et par l'emprise des élus. La standardisation ainsi opérée en terme de comportement politique peut être affectée par les aléas liés à un espace de compétition hétérogène, le cadre territorial n'étant que partiellement couvert.

L'invention du territoire généré par les primaires et ses conséquences

Le parti socialiste a fait le choix d'une élection « matérielle », territorialisée, dans des lieux officiels de la représentation nationale et non, virtuelle, par voie électronique (verts) ou dans les instances partisans comme cela avait été réalisé à l'UMP pour désigner son président. Les modalités d'organisation des opérations institueront finalement une légitimité « rationnelle légale », sans pour autant enfermer la procédure dans une régulation *ad hoc*, ni une loi de parti (Janda), comme celle relative au financement des campagnes ou la parité. Cet entre-deux, source d'incertitude, a donc aussi la légitimité fragile d'une innovation participative inédite constitutive d'un cadre de perception du parti, décliné localement pour marquer le territoire de cette expérience.

Ainsi, l'encadrement des primaires prévoit des bureaux de vote (1 pour 5000 habitants avec 5 membres présidents et assesseurs) - Il y en aura 122 à en Meurthe-et-Moselle - présente un schéma en conformité avec les procédures de vote (une table d'accueil, de « décharge », passage à l'isoloir, une table de vote), avec une séquence détaillée (accueil, identification, contribution, engagement de soutien, émargement, vote, remontée des résultats). Les animateurs des primaires s'efforcent d'enraciner l'opération, de renouer les liens entre sociabilité communautaire ou républicaine et identité socialiste, comme cela a pu être fait pour le Parti communiste (Hastings, Retières) : « *le principe est de se rapprocher autant que possible de la carte des bureaux de vote pour une élection républicaine, tout en prenant en compte les spécificités de chaque territoire* », rappelle la circulaire du CNOP102010. On assiste alors à un phénomène de resocialisation au processus électoral par le biais des simulations du scrutin organisées au niveau fédéral. Cette sorte de réapprentissage du suffrage universel, permet de renouer (Renovatio, Lagroye) avec les pratiques des origines à travers un important travail pédagogique pour prévenir les critiques de fichage, et de fraude électorale interne. Il permet aussi de réapprendre le territoire républicain et partisan, et de nuancer l'idée d'une pratique politique virtuelle par l'e-militantisme ou d'un engagement citoyen déconnecté d'investissement matériel sur un territoire. Ce jeu de rôle, sous forme de répétition avec bulletin de votes et urnes (aux noms de socialistes comme Léon Blum, Jean Jaurès, Cécile Brunschvicg), permettait de refonder les bases d'une démocratie explicitement socialiste, de poser les conditions d'une nouvelle trace de légitimation, au delà de la problématique ponctuelle. Les questions posées lors des simulations¹ sont autant d'actes d'initiation et d'appels à une nouvelle forme de socialisation politique, dont sont responsables, les adhérents et les « mobilisateurs ».

Pourtant, les formations et la volonté de reproduire le modèle républicain ont été contrariées par quelques résistances, révélant les limites de la fluidité du processus, reconstruit a posteriori. Certains élus ne percevaient qu'un intérêt limité à cette simulation: « *cela fait 20 ans que je suis président ou assesseur de bureau de vote, je sais comment cela marche* ». Cela révèle le décalage entre logiques de reproduction et phénomènes d'apprentissage d'une innovation ou de relecture de la technologie électorale, parfois peu maîtrisées. Derrière cette grille procédurale se cache un cadre cognitif porteur d'un nouveau rapport à la citoyenneté que voudrait imprimer le parti². A cela s'ajoute une dimension d'auxiliarat civique consistant à anticiper le rôle de l'Etat dans la mobilisation des électeurs pour l'inscription électorale, puis le vote, par apprentissage.

La volonté de reproduire le modèle républicain a été contrariée par des conditions de réalisation parfois défaillantes. Car ce scrutin, institue aussi un territoire spécifique, qui n'est le plus souvent, ni la circonscription d'une section, ni d'une commune, ni d'un canton. Si la préfecture a plutôt facilité la tâche, La volonté d'organiser un scrutin sur le modèle « républicain » s'est heurtée aux résistances de certaines municipalités UMP (refus de donner une salle décente, location des locaux à prix prohibitif...)

1 les questions fréquentes : « qui se présente ? » ; « où voter ? » ; « que faire de l'argent ? », « doit-on encourager les gens à laisser leurs coordonnées ? » ; « que faire si un sympathisant UMP, si un étranger, un mineur veut voter sans être membre du parti ? » ; « pourquoi est-ce payant ? », « pourquoi les adhérents doivent-ils payer ? » ; « comment va être réparti l'argent récolté ? ».

2 Les valeurs directement identifiées au mode de scrutin et explicitement valorisées sont « l'exemplarité démocratique », une « dynamique électorale et militante », un « processus ouvert », un « rassemblement de sensibilités renforçant le candidat à la présidentielle »

Au final, la fédération de Meurthe-et-Moselle s'est tout de même livrée à un quadrillage territorial assez efficace et conforme aux objectifs fixés par Solferino. La plupart des communes concernées ont accepté de prêter ou de louer (9 communes ont facturé les locaux pour un total de 18000 euros dont 15000 euros uniquement pour les 10 bureaux de vote installés à Nancy) une salle municipale, plutôt que d'imposer une occupation privative ou dans le domaine public. 122 bureaux de vote étaient opérationnels, soit au-delà de l'objectif national fixé à 112 bureaux minimum.

De ce point de vue la trace institutionnelle des primaires varie selon un maillage très différent d'un territoire à l'autre. En Moselle, 108 bureaux de vote seront finalement retenus, plus tardivement, alors que ce département est plus vaste, et plus peuplé. Ce décalage temporaire dans la construction du territoire électoral en Moselle, s'explique notamment par sa structure démographique, plus morcelée que la Meurthe-et-Moselle, mais également par un certain retard dans l'organisation en amont des Primaires. Alors qu'en Meurthe-et-Moselle, les premières réunions de la CDOP se sont tenues dès le mois de novembre 2010, il a fallu attendre le mois de mai 2011 pour que la fédération socialiste de Moselle ne s'engage véritablement dans le délicat travail de quadrillage territorial. Dans les Vosges, en revanche, on ne trouvait parfois qu'un bureau par canton, voire aucun, ce qui ne manquait pas d'entraîner des effets sur la participation, et qui soulignait le rôle des élus souvent les seuls à même de permettre le déroulement du scrutin, faute de présence partisane.

Si la procédure des primaires a finalement bien fonctionné, et servi d'exemple, beaucoup de militants ont critiqué le choix de la direction du Parti d'adopter un dispositif lourd, complexe à organiser concrètement et particulièrement chronophage du temps militant. Ces réactions ont par exemple été très nettes lorsque le responsable de l'organisation des primaires en Meurthe-et-Moselle a évoqué le travail des jeunes chercheurs français aux Etats-Unis³, « opérateurs de transfert transnationaux » (Hassenteuffel) ayant suivi la campagne présidentielle de Barack Obama et qui aurait ensuite été à l'origine du dispositif français. Mais la transposition locale du processus ne fut, initialement, pas mécanique ni exempte de déperdition, comme par une résistance sourde du territoire local. Le dispositif est par exemple jugé trop « *technocratique* » car « *inventé par des experts extérieurs au parti* » n'ayant « *pas conscience de la réalité du terrain* » et « *des difficultés d'application des primaires* », selon plusieurs militants de différentes sections lorraines interrogés. Ce qui se joue donc dans ce débat, c'est la pertinence du niveau d'intervention et la revendication d'un principe de subsidiarité territoriale.

Ainsi, lors de la réunion d'information et d'échanges sur les Primaires organisée le 18 novembre 2010, à l'attention des responsables des 4 fédérations lorraines, ces dissonances furent très marquées. plusieurs responsables fédéraux ont exprimé de nombreuses réserves quant aux exigences jugées excessives de la direction nationale. Ces critiques ont rapidement entraîné de la part de certains responsables du Parti, une dénonciation plus globale des « *grands élus* » et de « *l'élite parisienne* » qui réactiveraient à travers ce processus « *la machine à perdre* »⁴. Ces positionnements mettent également au jour une fracture territoriale et sociale au sein de l'organisation du Parti. Les acteurs à l'origine de ces critiques étaient souvent implantés dans des fédérations où la mise en place concrète des primaires semblait devoir se heurter à de grands problèmes logistiques. L'inégalité des fédérations, mise en évidence à cette occasion, constitue donc une variable territoriale affectant l'organisation et, en définitive, la participation électorale et l'orientation du vote. Les fédérations de la Meuse ou des Vosges par exemple, à forte domination rurale, ont exprimé des réserves importantes sur l'ampleur de la logistique nécessaire. De même, la fédération de la Moselle, qui se caractérise par la faiblesse de sa structuration en sections, s'est faite la porte-parole de ces mécontentements. Ces postures renvoient également aux configurations territoriales et politiques internes du Parti Socialiste. Derrière ces critiques de la complexité du

3 Leurs recherches ont notamment fait l'objet d'une note de vulgarisation publiée par le *Laboratoire des idées*; Liegey G., Muller A. Pons V. « Frapper aux portes ou comment mobiliser pour les prochaines élections ». Leurs travaux ne portaient pas spécifiquement sur les primaires, mais sur les modalités de campagne, particulièrement adaptées selon eux à ce type de consultation.

4 Interventions de plusieurs responsables des fédérations mosellanes et meusiennes lors de la réunion d'information du 18 novembre 2010.

processus, se profile en effet une sorte de crainte de ne pas parvenir à remplir le cahier des charges établi par la direction nationale et les experts extérieurs, dans un climat de concurrence entre fédérations⁵. Cette situation se fait particulièrement sentir au sein de la Fédération de Moselle, qui, avait refusé le principe des primaires. Ainsi, l'organisation des primaires, au moins dans un premier temps, a contribué à réactiver des logiques de rivalité et de territorialisation des clivages d'appareil, voire de surenchère distinctive sur un plan territorial, au niveau interdépartemental ou sub-départemental.

Ce travail de création d'une dynamique citoyenne autour des primaires est par ailleurs confié à des « mobilisateurs » désignés au sein de chaque section. Leur rôle, tel que définit par le responsable de l'organisation des primaires de Meurthe-et-Moselle lors d'une réunion de formation des mobilisateurs en juin 2011, est de recruter des éléments extérieurs au parti relevant de leur entourage afin de leur confier des actions militantes classiques, comme le porte-à-porte⁶ voire des rôles au sein des différents bureaux de vote des primaires (recrutement d'assesseurs, de personnels d'accueil, *etc.*). Loin d'une mobilisation spontanée issue d'un engouement citoyen autour des primaires, ce travail semble faire l'objet d'une grande spécialisation et d'un important travail en amont, comme en atteste les différentes méthodes expliquées aux militants présents lors de cette journée de formation (graphiques, schémas, explications théoriques, supports de diffusion...)

La période de mise en place logistique des primaires (novembre 2010-juillet 2011) ne laissait pas entrevoir l'amorçage d'une réelle dynamique citoyenne autour de ce dispositif. Un faible nombre de nouveaux sympathisants seront réellement investis dans l'organisation concrète des primaires (une dizaine de bureaux de vote sur 122 seront présidés en Meurthe-et-Moselle par des sympathisants, malgré les consignes répétées de la direction nationale du PS sur l'encouragement à cette forme d'externalisation de la mise en œuvre. Le plus souvent, il a été fait usage des structures existantes et appel aux présidents de bureaux de vote habituels, dans les bureaux de gauche.

Cette faiblesse relative du recrutement extérieur, révélateur des limites d'une immersion citoyenne, peut s'expliquer à la fois pour des raisons tenant à un phénomène d'institutionnalisme partisan - les présidents souvent dotés d'un savoir faire militant ont été proposés par les sections - et pratiques, en raison de la difficulté de trouver des volontaires non partisans disponibles toute la journée, sauf dans les petites communes, ou motivés. De plus, la phase de préparation, n'a pas fait l'objet d'une exposition médiatique maximum et restait brouillée par des événements parallèles (affaire Strauss-Kahn, déclaration de candidatures aux présidentielles et non aux primaires d'Europe Ecologie...). En outre, le scrutin mobilise, et se légitime à partir d'instruments spécifiques et s'appuie sur la crédibilité du maillage territorial. Cependant, ces instruments de légitimation sont aussi des éléments nouveaux propres à forger une légitimité sympathisante et territoriale particulière. Ainsi, cette volonté d'ouverture s'exprime par l'élargissement du corps électoral à l'égard des mineurs âgés de 16 à 18 ans (et membres du MJS) et des étrangers (membres du PS ou du MJS). Si cette singularité paraît effectivement pertinente dans l'optique d'un élargissement des ressources militantes, la limitation de cette extension aux seuls membres du PS et du MJS en restreint considérablement la portée

Enfin, cette institutionnalisation du dispositif paraît également relever d'une sorte de chemin de dépendance qui fait que les militants, par leurs pratiques disposent d'un réservoir d'apprentissage et d'un potentiel de mobilisation locaux, et demeurent les mieux armés pour prendre à leur compte l'organisation du scrutin. Ils disposent des ressources et des répertoires nécessaires à la mise en œuvre du savoir-faire indispensable à la bonne marche des primaires, que les autres acteurs potentiels (simples citoyens, sympathisants) n'ont pas. Au final, cette lourdeur organisationnelle

5 Sur un plan plus anecdotique, un des animateurs du CDOP de Meurthe-et-Moselle ironisait sur le retard des mosellans en matière d'organisation de la primaire. Il exprimait ainsi, au-delà d'une surenchère concurrentielle familière, une volonté différentielle de s'impliquer dans la mise en place du processus.

6 Le responsable insiste sur la nécessité de former des binômes composés d'un militant et d'un sympathisant.

ainsi que la faible mobilisation citoyenne constatée en amont du vote lui-même, explique en partie que l'ensemble de l'organisation des Primaires ait reposé sur les militants eux-mêmes. Alors que la fin de Primaires ouvertes pouvait signer la fin des militants (Lefebvre 2011), ils ont au contraire été au centre du dispositif.

La partisanisation territoriale des primaires

-L'acceptation des primaires n'a pas été initialement consensuelle dans la pratique concrète territoriale, même si a posteriori, le récit d'une réussite totale s'est imposé, compte tenu du succès de l'opération. Si le principe de l'organisation d'élections primaires a été adopté par le vote d'une convention nationale en 2010⁷, il semblait pourtant susciter, sur le terrain, une vague de réactions critiques de la part de nombreux militants, avant que la procédure ne soit opérationnelle, lors de plusieurs réunions d'information et de formation sur les primaires. De nombreux militants se perçoivent en effet comme délégitimés par ce dispositif qui vise en définitive à externaliser une compétence qui leur était propre jusqu'alors. C'est aussi le territoire militant partisan qui pouvait être en cause, la légitimité citoyenne de 122 bureaux de votes n'étant pas la même que la légitimité partisane d'une cinquantaine de sections. Ces prises de positions semblent d'ailleurs accréditer la portée de la force démonoplisatrice des primaires

L'organisation de la primaire provoque un marque ou une empreinte particulière Si la primaire est largement présentée comme un instrument au service de l'ouverture de la compétition électorale socialiste, elle représente toutefois une nouvelle ressource et offre de nouveaux espaces à l'expression des luttes intra-partisanes et des clivages d'appareil. L'application de la primaire ouverte permet une déclinaison, mais aussi un renouvellement et une hybridation territoriale de la sélection du candidat. Ce dispositif met ainsi au jour des processus de territorialisation, de notabilisation partisane de la compétition ; loin de remettre en cause ces clivages d'appareil, la campagne des primaires a contribué à cristalliser certaines rivalités ainsi qu'à la mise en œuvre d'intenses stratégies concurrentielles visant à la construction ou à la déconstruction d'alliances. En ce sens, la procédure des primaires a pu consolider des empreintes territoriales, des traces resurgissant de façon paradoxale dans le contexte d'une consultation nationale.

En Lorraine, le contexte de la préparation de la primaire était fortement marqué par une rivalité entre les fédérations de Meurthe-et-Moselle et de Moselle. Cette dernière, dirigée de longue date par le sénateur Jean-Marc Todeschini, proche de François Hollande, s'était démarquée de sa voisine par son soutien à la candidature de Ségolène Royal aux primaires de 2006 et surtout par son vote négatif à la convention pour la rénovation du Parti (portant le principe de l'organisation des primaires ouvertes) en 2010. Un important clivage existait donc avec la fédération Meurthe-et-mosellane, majoritairement aubryiste depuis 2008 et dirigée par Mathieu Klein. Cette rivalité territoriale a été réactivée par la période des primaires comme en atteste par exemple les luttes d'influence qui se sont exercées entre les deux fédérations afin d'obtenir le ralliement du maire de la ville de Metz, Dominique Gros. C'est en ce sens que nous pouvons notamment interpréter le choix de Metz pour accueillir le déplacement de Martine Aubry (et de Bertrand Delanoë) dans le cadre des Rencontres du projet le 6 juin 2011. La venue de la première secrétaire, en partie organisée par Mathieu Klein en sa qualité de permanent du PS chargé de l'organisation des déplacements de Martine Aubry, a ainsi cristallisé les tensions entre les deux fédérations : l'un craignant une faible mobilisation des militants mosellans ; l'autre voyant là une manœuvre visant à affaiblir la majorité favorable à François Hollande et à obtenir le soutien de Dominique Gros⁸. Malgré tout, la fédération de Meurthe-et-Moselle a largement communiqué sur la présence au sein

7 Cette observation ne vaut pas pour le département de la Moselle qui est l'un des deux seuls départements à ne pas avoir voté cette convention nationale.

8 Questionné à plusieurs reprises dans la presse locale sur ses intentions, le maire de Metz a un temps réservé sa réponse avant de soutenir finalement la candidature de François Hollande

de la liste de soutien lorraine à Martine Aubry de nombreux membres de l'équipe municipale de Metz, dont plusieurs adjoints au maire, jouant ainsi sur la division de la fédération mosellane. Comme cet exemple isolé le démontre, l'organisation locale des primaires contribue à créer des tensions entre des logiques contradictoires de démocratisation de la procédure de sélection du candidat et de maintien de stratégies concurrentielles internes appuyées sur les réseaux classiques des caciques locaux. Cette ambiguïté est encore très visible dans les propos du premier fédéral mosellan, Jean-Marc Todeschini qui, tout en insistant sur « *la différence fondamentale et nécessaire entre logique d'une primaire ouverte et logique d'un congrès* », mobilise largement l'ensemble de ses ressources et réseaux pour assurer un soutien majoritaire à François Hollande au sein de sa fédération. En ce sens, la primaire peut aussi apparaître comme un instrument territorialisé substitutif à une logique de congrès, et aux finalités comparables.

Les positionnements aux congrès montrent que les grands élus se rallient aux motions dominantes, voire majoritaires plutôt qu'aux outsiders, et que les élus locaux ont une capacité de domestication des adhérents de leur section (Juhem, 2006). On peut faire l'hypothèse que cette logique est à l'œuvre pour la primaire. Ainsi, le secrétaire fédéral de Moselle et sénateur Todeschini comme la plupart des grands élus mosellans ont rallié Hollande, notamment par refus de l'interdiction du cumul des mandats. Il en est de même du député Hervé Féron en Meurthe-et-Moselle, pourtant un des soutiens de la motion D (Aubry) au congrès de 2008

Un autre exemple de réactivation de conflits locaux par les primaires : un temps présenté comme « une primaire à gauche », le dispositif s'est rapidement cantonné à une primaire socialiste. Or, la candidature de Jean-Michel Baylet autorise le PRG à demander la présence d'un représentant au sein des instances organisatrices des primaires et donc au sein du CDOP. Les responsables socialistes de Meurthe-et-Moselle considéraient ainsi que l'intrusion d'un élément extérieur au sein du CDOP, où se joue finalement majoritairement des rapports de force internes, constitue un facteur perturbateur. Cela s'explique par le contexte de tensions fortes qui existe dans le département entre PS et PRG en raison notamment du ralliement du leader radical de gauche meurthe-et-mosellan à la majorité municipale nancéienne d'André Rossinot. Cette exception a permis au 1^{er} secrétaire fédéral, de rejeter la représentation candidat du PRG, et donc une représentation homogène PS.

En définitive, le dispositif de primaires ouvertes choisi par les socialistes est marqué par une ambiguïté fondamentale, créée par la confrontation entre la démocratie militante et la démocratie externe. La légitimité militante classique se trouve ainsi remise en question par l'irruption sur la scène partisane d'un nouvel acteur, traditionnellement exclu des mécanismes de sélection des candidats, le citoyen. Les socialistes semblent donc toujours hésiter sur le sens à donner à ce nouveau dispositif : entre instrument de perfectionnement démocratique et outil de résolution d'une crise de leadership interne sans précédent. Les tentatives de réappropriation partisane, la réinscription des clivages internes et des logiques de lourdes rivalités territoriales suggèrent une volonté partisane de garder la maîtrise du processus. Malgré tout, comme le démontre la forte mobilisation citoyenne autour de ces primaires, nous pouvons finalement évoquer la coexistence de ces 2 logiques en parallèle. Les stratégies de domestication mises en œuvre par les responsables socialistes n'ont donc pas conduit à empêcher une réelle ouverture du scrutin. L'étude des résultats territorialisés des élections primaires tendent toutefois à valider la domination des logiques d'appartenance collective sur le principe « un homme, une voix » et donc du poids des logiques de positionnement partisan, voire de courants, au niveau local et partant, l'emprunte territoriale du parti au-delà d'un vote sympathisant.

B. Les facteurs locaux d'un scrutin national territorialisé. Un comportement électoral sous influences des acteurs partisans et des élus locaux

- les résultats révélateurs d'enjeux locaux

L'élection est nationale, mais les résultats révèlent un positionnement électoral marqué par des considérations locales, en fonction de la position des élus locaux et de la majorité des motions de congrès dans la section. En outre le scrutin spécifique a pour effet de réinventer un territoire.

Échelles d'analyse et comparaison interdépartementale

L'analyse des résultats des primaires révèle l'influence des logiques partisans, et plus encore le rôle des élus dans la capacité à relayer et conforter les luttes de position⁹. En ce sens, un phénomène d'internalisation de la « primaire citoyenne », ou d'externalisation de la compétition interne domestique est à l'œuvre. Elle se manifeste par un phénomène de territorialisation de la compétition nationale par le biais des élus locaux socialistes, selon des considérations qui obéissent à des luttes de positionnement locaux. La primaire citoyenne renforce le rôle des élus comme acteurs essentiels de la vie partisane locale. Philippe Juhem (Juhem, 2006) évoquait le travail de « production notabiliaire du militantisme au sein du PS », en montrant que l'occupation de l'institution est une source essentielle du travail partisan et que les partis sont indissociablement liés à l'action municipale. On peut faire l'hypothèse que cela est aussi vrai de la circonscription du député et du canton, et qu'une « semi institutionnalisation » territoriale, l'existence d'une opposition municipale socialiste fortement instituée sous l'influence d'un élu local, peut produire le même phénomène.

Les résistances démographiques et territoriales à une nationalisation du scrutin révèlent la trace singulière des primaires à différents niveaux départementaux. Ainsi, la dispersion des bureaux votes est un indicateur d'une reformulation inaboutie du territoire électoral. En Moselle, mais surtout dans les Vosges, on a moins voté, car parfois, c'est le cas des Vosges, il n'existait qu'un bureau de vote par canton et une distance de 25 km aller puis retour à parcourir. L'espace ainsi dessiné devient un élément de dissuasion électoral. D'une façon générale, la Lorraine fait partie des régions où la participation fut la plus faible en France (LeGall, 2011). La Meurthe-et-Moselle de ce point de vue est une exception régionale. Même au niveau des deux grandes villes, la différence est notable : au second tour Nancy 8,1% de participation, Metz, 5,5%.

En Meurthe-et-Moselle, de façon prévisible, la mobilisation est plutôt plus élevée dans les cantons socialistes que dans les autres. Dans les dix cantons les moins participants, la moitié sont UMP (soit 5 sur les 8 cantons UMP. En effet, les électeurs de gauche mobilisables sont plus nombreux dans ces circonscriptions et l'encadrement militant et le soutien de l'élu cantonal est a priori plus important dans ces territoires. Comme pour les élections nationales, à Nancy, on a peu voté dans les quartiers populaires (vote a fortiori plus dissuasif que pour des élections républicaines, car dans une primaire, la politisation minimale est ici inexistante.

. Le vote Montebourg relève parfois d'une sorte de vote protestataire dans un contexte de moindre mobilisation. Ainsi, là où Montebourg obtient ses meilleurs scores, entre 28 et 35% dans trois bureaux, la participation est faible, en moyenne 3,3 % (Longwy bas, Pont à Mousson).

En Meurthe-et Moselle, les tendances sont à peu près les mêmes qu'au niveau national, mais Martine Aubry obtient un meilleur score, de même que Hollande. Montebourg a un score plus faible qu'au niveau national

second tour

	France	Meurthe et moselle	Moselle
Hollande	56,57	55,11 (-1,46)	16896 soit 58,69%

⁹ Pour l'analyse des votes, nous avons délibérément choisi de mettre l'accent sur l'influence des élus et acteurs partisans, indépendamment des spécificités socio-démographiques de l'électorat, qui sont bien étudiées par Julien Gaudemard et David Gouard, dans un autre contexte territorial (Gaudemard, Gouard, 2014)

Territorialisation différenciée selon les départements

La comparaison de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle révèle une territorialisation des enjeux selon les départements. Les deux départements ont abordé le scrutin dans un contexte politique spatio-temporel différent. La fédération de Moselle est d'abord assez homogène et plus centralisée que celle de Meurthe-et-Moselle. (49 sections contre 45 en Meurthe-et-Moselle). Le nombre de ses adhérents à l'époque de l'organisation de la primaire est de 1600, pour un millier en Meurthe et Moselle. 122 bureaux de vote ont été retenus pour les primaires en Meurthe-et-Moselle, 108 en Moselle, alors que la population électorale y est plus nombreuse, soit un quadrillage moins serré compte tenu de la présence militante. Contrôlée efficacement par son secrétaire fédéral et sénateur, J-M Toddeschini, elle était d'abord largement positionnée en faveur de Ségolène Royal lors du congrès de 2008. Ensuite, La Moselle fera le choix de F. Hollande à l'initiative de son leader, comme une majorité de sénateurs, l'ensemble des parlementaires de Moselle, du président de la région, et ancien sénateur JP Masseret ; le maire de Metz, ancien proche de DSK ainsi que la majorité de son équipe municipale. Par comparaison, en 2008, la motion Aubry était arrivée en tête avec 41% en Meurthe et Moselle, alors que la motion Royal arrivait en tête en Moselle (47,1%)

La campagne pour la primaire a démarré plus tardivement, et l'organisation du scrutin semble avoir été plus laborieuse, les responsables ayant abordé le scrutin avec une certaine réticence. La campagne semble avoir surtout suscité un engouement à partir du moment où Hollande était en position de l'emporter, notamment après la défection de DSK. Les choses sont plus nuancées en Meurthe-et-Moselle : deux députés et un sénateur soutenaient Hollande, un député soutenait M. Aubry. Au niveau des élus locaux, la majorité des conseillers généraux, dont le président Dinet, aujourd'hui décédé. Sur les 10 conseillers régionaux de Meurthe-Et-Moselle, 4 ont soutenu explicitement M. Aubry. Les élus socialistes de Nancy et de la communauté urbaine sont plus majoritairement en faveur de Hollande

La comparaison des résultats reflète ce différentiel d'allégeances selon les deux départements. Au premier tour, Hollande était largement en tête en Moselle, dans 90% des 108 bureaux de vote. La tendance est la même en Meurthe-et-Moselle, quoique plus nuancée : M. Aubry n'obtient la majorité absolue que dans 4 bureaux de votes et des scores supérieurs à Hollande que dans 21 bureaux. M. Aubry obtient ainsi des résultats très faibles dans les fiefs des grands élus qui se sont positionnés pour Hollande alors que Montebourg, et Royal qui ont peu de zones de forces avaient un électorat moins dispersé. Si Montebourg obtient de bons scores dans la métropole de Nancy, son implantation est mieux répartie, dans des zones urbaines intermédiaires. Ses zones de force se situent plutôt dans les zones de faiblesse de Martine Aubry. Au Second tour, en Moselle, est confirmée et amplifiée la domination de Hollande qui s'impose dans 102 des 108 bureaux et dans la ville de Metz (55,6%), malgré la présence de nombreux soutiens à M. Aubry (44,4%) dans la majorité municipale où elle résiste mieux qu'ailleurs en Moselle). En Meurthe et Moselle, le second tour, révèle une implantation territoriale différenciée des deux candidats. Hollande a la majorité absolue dans 74, 7% des villes contre 25,3% pour Martine Aubry dont le vote est concentré, notamment dans les cantons de Nancy. Ce phénomène révèle tout le poids de Mathieu Klein, premier fédéral, conseiller général et qui a pu faire un usage du scrutin des la primaire dans une stratégie de conquête de la mairie de Nancy.

Enjeux partisans locaux, position des élus et démographie.

La trace des primaires dépend de l'influence des élu, et du parti au niveau local, tant en ce qui concerne la participation que l'orientation du vote, et ce en fonction de critères politiques et

démographiques locaux et du niveau de certains d'entre eux (nombre d'adhérents, vote au congrès précédent, implantation électorale notabiliaire, taille de la commune)¹⁰ La proximité de l'engagement, comme ressource stratégique et communicationnelle, comme enjeu de légitimité (Le Bart, Lefebvre 2005) territorialisé, complète la valeur ajoutée d'une procédure globale, et se traduit dans les comportements électoraux locaux

1. L'influence des élus

Selon Ph Juhem, c'est le contrôle de l'institution municipale qui induit l'investissement militant et non l'inverse. On pourrait faire l'hypothèse, appliquée aux élections primaires, que c'est le contrôle institutionnel des élus qui génère une mobilisation des sympathisants, éventuellement du parti. Pour cette élection partisane, mais nationale, se manifestent des logiques de territoires liées au soutien d'élus ou de représentants de candidats, révélant un phénomène de municipalisation ou de cantonalisation des résultats, voire la forte influence des élus sénatoriaux, députés, responsables partisans soutenant tel ou tel candidat.

Du côté municipal, certains élus ont pris clairement position pour l'un ou l'autre des candidats. Martine Aubry obtient ses meilleurs scores à Nancy, dirigée par la droite, mais fortement investie par M. Klein, aubryiste, et prétendant à la succession du maire, et dans les communes dont les élus sont clairement identifiés comme soutenant Martine Aubry, (Colombey les belles, ou Trieux ville du député-maire Eckert. Inversement, Hollande obtient de bons scores dans des communes (Villers les Nancy, Essey, Toul, Vandoeuvre) dont le maire était officiellement hollandais.

De même, L'influence des conseillers généraux ayant soutenu un candidat semble avoir été forte dans leur circonscription respective. Les cantons correspondant aux zones de force de Martine Aubry sont ceux des élus aubryistes¹¹. Inversement, les cantons dont les conseillers généraux avaient soutenu Hollande¹² ont voté davantage pour lui que le score médian. Il en est de même dans les zones d'implantation de certains conseillers régionaux (Démonet, Choserot, Le Déaut)

Dans les circonscriptions des parlementaires, l'influence des parlementaires soutenant les candidats respectifs des primaires semble forte. Deux des trois députés socialistes du département et un sénateur ont soutenu F. Hollande, ce que reflètent, dans leurs circonscriptions les résultats en faveur de Hollande, au premier tour, très au-dessus de la moyenne. De même dans le foyer politique du sénateur (Reiner, hollandiste). On peut faire l'hypothèse d'une superposition de modes de légitimation partisans et électifs en faveur de certains candidats, bénéficiant d'un cumul de soutiens territoriaux. Ainsi, dans la circonscription d'Hervé Féron, député maire de Tomblaine, on trouve aussi les maires d'Essey et de Vandoeuvre, qui votent pour Hollande.

Le succès d'un candidat appuyé par un élu dans un espace donné d'agrégation électorale peut constituer un enjeu pour de futures échéances électorales. La compétition autour des investitures pour les élections législative de 2012 a pu être retraduite implicitement à l'aune des résultats de la primaire. Les candidats potentiels à l'investiture étaient identifiés au soutien à l'un des candidats. Sous couvert de débat sur la parité, sur le renouvellement des élites partisans ou de négociation avec les verts, le rapport de force de la primaire était implicite, comme le montre la volonté d'influence des hollandais après le scrutin victorieux au niveau du département. (D. Potier, candidat aubryiste, J-Y Le Déaut, hollandais en quête d'un septième mandat. Face à ces candidatures masculines et la nécessité de réserver une circonscription pour les Verts, s'est manifesté une concurrence entre les deux candidats. A travers ce rapport de forces, se joue le soutien de la

10 Voir B. Dolez, A. Laurent, 2007 à propos de la primaire fermée du PS.

11 Cantons de Nancy, Notamment Nancy Nord (Klein), de Malzeville, Vandoeuvre, Colombey les belles (Dinet), Domèvre en Haye, Thiaucourt (Jacquin), Toul sud Alde Armand)

12 Tomblaine, Longwy, Chamblais, Pompey, Vandoeuvre, Luneville Nord,

fédération PS de Meurthe-et-Moselle au premier fédéral qui a soutenu M. Aubry. En outre, le succès de M. Aubry dans les cantons de Nancy, soutenus par les proches de M. Klein constituait une ressource pour ce dernier dans la stratégie de conquête de la mairie de Nancy, M. Aubry y obtient un score supérieur au score départemental (50,11 contre 44,9) et national (43,4)

Le lien entre présence militante et participation.

On a cherché à savoir si une élection mixte, ni tout à fait militante, ni tout à fait « républicaine » ou citoyenne, pouvait correspondre à une implantation militante, ce aux niveaux de la participation et du choix du candidat. Ainsi, mieux le parti serait implanté, en termes de nombre d'adhérents, plus les sympathisants socialistes se déplaceraient aux primaires.

On peut faire l'hypothèse d'une participation plus élevée dans des lieux où le parti est déjà implanté, ce qui confirmerait que la mobilisation de cette primaire citoyenne est d'abord partisane et militante. Dans le dernier quartile de la participation électorale du 1^{er} tour (plus de 6,28%), au sein des bureaux de votes des primaires, on retrouve la grande majorité (70%) des sections les plus nombreuses plus de 25 adhérents. Inversement, Dans les cantons où l'on a le moins voté (moins de 3,85 %), beaucoup de communes sont sans assises militante, ou faiblement dotées en ressources partisans. Les cantons sans section sont caractérisés par une participation de 4,64 %, alors que les cantons avec 39 adhérents et plus ont une participation de 6,89. Plus généralement la participation citoyenne croît avec celle du nombre d'adhérents, mais plus encore avec la présence d'élus socialistes. 90% des cantons les plus participatifs (plus de 6,1 %) ont un conseiller général socialiste. Inversement, seuls 40% des cantons les moins participatifs (quartile cantons sans section), sont dirigés par des socialistes

Présence militante et choix du candidat

L'orientation du vote à la primaire peut varier selon la présence militante. Ainsi, les scores de Montebourg, mais aussi d'Aubry sont meilleurs dans les cantons où l'on trouve plus de 34,5 adhérents. Au contraire ceux de Royal sont meilleurs là où l'on trouve peu ou pas d'adhérents PS, même si la différence est faible, ce qui peut confirmer que S. Royal est davantage marginalisée dans le parti, et ses réseaux sont moins allégeants à son égard.

Vote primaire 1^{er} tour en fonction de la taille des communes

Participation

A l'inverse des tendances qui se manifestent dans les élections générales, le taux de participation augmente ici progressivement en fonction de la taille de la ville. La primaire est en effet un scrutin très politique, partisan même, et le sentiment pour l'électeur d'être facilement identifié localement dans son orientation peut ici jouer. Cette relation correspond aussi au fait que les sections sont peu implantées dans les petites communes.

De façon générale, si l'on classe les communes en fonction du nombre d'habitants, il existe un lien croissant entre taille de la commune et participation. C'est dans les communes les moins peuplées, que le taux de participation est le plus faible (1er quartile, moins de 1282 habitants : taux de participation moyen : 4,98 % ; 4^e quartile plus de 6832 habitants, taux de participation moyen : 6,43 %). Deux communes d'assez grande taille, 4^e quartile, dépassent les 20 % de participation : Tomblaine, fortement mobilisée par son député maire, soutien à Hollande, et Heillecourt. La participation est particulièrement importante dans les zones plus urbaines. De façon assez remarquables, tous les cantons du Grand Nancy avaient un taux de participation de plus de 6,25 % et tous les autres cantons avaient un taux inférieur à ce pourcentage.

L'implantation nationale des candidats suggère que François Hollande est plutôt soutenu par un électorat des villes moyennes, Martine Aubry, bénéficiant davantage des votes des grands centres urbains. Cette assertion, est plutôt vérifiée en Meurthe-et-Moselle, même si quatre des 5 communes les plus nombreuses de Meurthe-et-Moselle ont voté majoritairement pour Hollande au second tour, Nancy dont l'électorat de gauche est acquis à M. Klein, proche d'Aubry, faisant exception. Le vote Hollande est surtout situé dans des zones moins urbanisées (Homécourt, Bayon, Blamont), sauf dans des villes et cantons dirigés par des responsables politiques qui le soutiennent (Feron). Hollande obtient ses moins bons scores (1er quartile, moins de 37 %) dans la catégorie de communes dont la moyenne d'habitants est la plus élevée : 7954 habitants. Inversement, Aubry est plus populaire dans les grandes villes mais aussi dans de petites communes où le soutien d'un élu important est notable, comme dans le fief de l'ancien président du conseil général (Vannes-le-Chatel dont il était maire). La catégorie des pourcentages de voix les plus faibles de Martine Aubry correspond à des catégories de communes relativement peu peuplées (en moyenne 4000 habitants, alors que ses meilleurs scores se retrouvent aux catégories de communes ayant en moyenne 8500 habitants.

Vote et couleur politique du canton (

De fait, 9 des 10 cantons où la participation a été la plus élevée dès le premier tour, étaient tenus par un conseiller général socialiste. Inversement, 8 des 10 cantons dans lesquels la participation était la plus faible, plutôt situés à la périphérie (Badonviller) ou au Nord du département, n'étaient pas socialistes (5 divers droite, un communiste, deux divers gauche). Les cantons ayant élu un conseiller général communiste, tous dans le Nord du département, ont voté au 1^{er} tour nettement plus en faveur de Hollande que la moyenne et que dans les cantons socialistes (44,23/40,53). Peut-être faut-il mettre cet aspect en relation avec une rivalité particulièrement vive PS-PC dans cette zone, et qui peut se manifester par une volonté d'exprimer une certaine distance avec Aubry, identifiée au leadership du parti. La proximité géographique avec la Moselle hollandaise et une influence par capillarité serait une autre explication. Montebourg obtient quelques bons scores là où les communistes sont bien implantés. Certains sympathisants communistes pouvaient percevoir en lui un candidat plus proche de leur sensibilité.

L'élection primaire a pu contribuer à reterritorialiser un scrutin, pourtant national. Les instances centrales du parti ont pourtant codifié et standardisé les procédures. Certes, les « instruments incitatifs et conventionnels » (Lascoumes, le Galès) utilisés à cette occasion ont été conçus pour éviter une trop forte localisation de l'usage des fichiers de sympathisants au niveau local¹³. En outre les contraintes juridiques n'allaient pas dans le sens de cette localisation. La CNIL empêchant de mettre à la disposition des sections les listes nominatives des sympathisants de la base de données nationales du PS ainsi recueillies. Cela n'a cependant pas empêché un certain nombre de sections de copier la liste des sympathisants à fin d'exploitation ultérieure. De ce point de vue, un lien existe entre la stratégie de mobilisation électorale de la primaire, d'une part et d'autre part la construction d'un potentiel de mobilisation matériellement exploitable dans le cadre de l'élection présidentielle, mais aussi de l'élection législative, puis de l'élection municipale.

II. Trace temporelle que reste-t-il des primaires : une primarisation des esprits socialistes ?

L'organisation et la mise en œuvre des primaires a pu à plus long terme contribuer à la

13 Un indice d'appropriation local du dispositif électoral est révélé par la procédure de recueil des signatures de sympathisants, par le biais d'un stylo électronique dont les données ont été centralisées par la direction nationale du parti.

construction d'une nouvelle identité militante (récit de l'évolution du militantisme, inscription dans un continuum, rénovation partisane une logique de formation

A. La primaire comme marqueur ou facteur d'un engagement renouvelé ?

Terra Nova avait largement initié le processus des primaires. Le succès difficilement contestable de ce mode de désignation incitait naturellement les concepteurs de cette procédure à en faire le bilan et en dessiner les perspectives. A travers une analyse mi-militante mi scientifique¹⁴, les collaborateurs du think tank écriront alors un récit, certes critique, mais valorisant et validant la procédure. La démarche vise à inscrire l'évolution du militantisme partisan dans un continuum, un processus suggérant une pérennisation de la méthode, la primaire apparaissant comme un acte d'institution suggérant une nouvelle norme de légitimation partisane. Ainsi, après avoir notamment réévalué l'hypothèse d'une primaire de coalition, exclue dans le rapport de 2008, mais plus envisageable conjoncturellement dans le contexte d'une tripartition avec le FN, Terra Nova propose de systématiser et institutionnaliser la possibilité de généraliser l'usage des primaires à tous les niveaux d'élection, indépendamment de l'opportunité conjoncturelle ou contextuelle d'y recourir. La dimension expérimentale, potentiellement ponctuelle, initialement contestée par les militants devient alors sublimée par les vertus soudain prêtées à l'exercice : sortir la gauche de ses querelles de leadership, rouvrir le débat d'idées en publicisant l'exposé des arguments réussir l'exploit d'ouvrir la désignation du candidat à 3 millions d'habitants tout en mobilisant et en motivant les militants, malgré les résistances. Ainsi, amorçant une forme de processus de *path dépendance*, le nouveau mode d'investiture serait l'horizon de la légitimation partisane et accompagnerait de nouveaux types de comportements davantage citoyens que militants. Ainsi, selon Terra Nova, la question de la légitimité ou de l'opportunité des primaires n'est plus de mise, le véritable débat doit être : les primaires pour quel type d'élection, en l'occurrence à quel échelon territorial et selon quel périmètre de partenariat ? Les auteurs du rapport soulignent ainsi l'« effet primaires », qui se caractérise au niveau national, après la consultation, surtout par une progression de 7 points en un mois du candidat Hollande, qui est ainsi parvenu dans les intentions de vote à affaiblir sur sa gauche le parti de gauche et les verts et sur sa droite et le centre Borloo et Villepin, et au second tour les intentions de vote établissent un rapport avec Sarkozy de 62/38 %. Ce sondage n'anticipait cependant pas le score effectif 7 mois plus tard.

Une des thèses développée par Terra Nova est celle du déclin d'une conception classique, mais quelque peu idéalisée de la vie partisane dont les primaires sont surtout un révélateur : les fonctions traditionnelles des partis ont été en partie prises en charge par d'autres acteurs : les attentes sociales sont exprimées par les syndicats, associations, ONG, et les idées nouvelles naissent de plus en plus des think tanks. Le militantisme est ponctuel, intermittent et met l'accent sur des causes spécifiques (Ion, Bergounioux). Selon les auteurs, de ce rapport les primaires n'ont donc pas à proprement parler contribué à affaiblir le militantisme, mais plutôt à accélérer ce processus de dissolution de l'identité partisane traditionnelle. En ce sens, selon le rapport « et si c'était à refaire », la primaire a révélé « la nécessité de repenser le rôle du parti », plus qu'elle n'en a provoqué la mutation. « les primaires ont montré le chemin d'une recombinaison possible : celle d'un parti qui ne se pense plus comme une organisation fordiste totalement intégrée, mais comme un animateur généraliste et un agent de coordination ». Ainsi, la tâche essentielle et cruciale du parti serait de structurer et mobiliser des réseaux de nombreux sympathisants, le rapport reprend à son compte une des analyses des militants et responsables interrogés localement : l'hypothèse selon laquelle les militants auraient été particulièrement mobilisés et légitimés pendant ce scrutin alors que l'on attendait plutôt leur affaiblissement

Sans doute est-il difficile d'isoler l'effet des primaires sur le recrutement et la mobilisation, les mouvements n'étant pas immédiatement corrélés à l'évènement. Il reste qu'indépendamment de la

14 Michel Balinski, Alain Bergounioux, Anne-Lorraine Bujon, Rida Laraki, Thierry Pech, : « Et si c'était à refaire ? 25 avril 2015

dimension quantitative, l'élection primaire a suscité des vocations militantes, voire des ambitions de représentation électorale à plus long terme. Elle a pu au moins étayer, renforcer pérenniser la dimension activiste de certains électeurs sympathisants, comme l'explique AC, l'un des deux principaux organisateurs de la campagne pour les primaires :

Il y a eu un effet primaire sur les militants, ça c'est sur, les sympathisants qui sont un peu plus impliqués qu'auparavant, notamment tous ceux qui étaient assesseurs, président de bureau de vote, et puis aux municipales on arrivait pas dans les petites communes à boucler les listes, on a retrouvé des gens qui ont dit oui qui en fait n'étaient pas membres du parti et en fait c'est des gens qui ont commencé leur première aventure avec le PS avec les primaires, en faisant du Porte à porte (AB)

L'instrumentation de la primaire

L'exercice des primaires en lui même, au delà de sa dimension proprement politique et symbolique : ouvrir le champ de légitimation pour désigner les candidats, a instauré un mode de gouvernement de la fédération par les instruments. De ce point de vue, les types d'instruments mobilisés correspondent à la typologie établie par Lascoumes et Le gales (voir...). Cette nouvelle forme d'instrumentation de la vie partisane se décline spécifiquement au niveau local, sous forme de professionnalisation accrue. Le phénomène n'est pas récent, et relève de l'évidence concernant l'encadrement partisan au niveau national. Cependant, la dimension territoriale de cette professionnalisation militante, pour limitée qu'elle soit, semble s'être affirmée depuis les dernières primaires. Ainsi, selon un des principaux animateurs de l'organisation des primaires,

L'organisation des primaires a montré une nécessité de professionnalisation du parti socialiste car on a été confronté à la nécessité d'une mise en place de nouvelles procédures à respecter à la mise en place de réservation de salle, de fichiers à très grande échelle. On n'avait jamais, jusque là organisé de tels événements de manière simultanée et territorialisée à une si grande échelle en Meurthe et Moselle. C'était plus d'une centaine de bureaux, et donc plus d'une centaine de salles à tenir, avec à chaque fois plusieurs personnes(BP).

On peut constater qu'à un niveau plus restreint, la primaire a permis de pérenniser et de professionnaliser des emplois partisans. Ainsi, deux salariés étaient recrutés pour organiser les primaires, l'un est devenu collaborateur politique à mi-temps et permanent à mi-temps, l'autre est devenu attaché parlementaire puis candidat aux élections municipales puis départementales.

La primaire a pu aussi instaurer un nouveau rapport aux territoires aux adversaires et aux institutions en imposant une approche négociée, concordataire de l'organisation des primaires. Les cadres chargés d'organiser les primaires ont en outre été confrontés à au filtre de la dimension juridique de la procédure

La temporalité de l'engagement militant a elle même été une forme d'instrument de l'engagement et une source de professionnalisation. L'organisation de l'élection s'est en effet réalisée très en amont, puisque à la différence des élections « républicaines » classiques qui sont organisées par les pouvoirs publics, ici ce sont les instances partisans qui organisaient le scrutin, dont la qualité de la tenue semblait constituer un enjeu plus important encore que le résultat. Ainsi, en Meurthe-et Moselle - mais ce département semble avoir été exemplaire par rapport aux autres départements de la région – le travail a commencé en juillet 2010 lors de la convention Renovation, pour des élections se déroulant en octobre 2011, soit plus d'un an de préparation, Plusieurs mois ont été nécessaires pour trouver les listes électorales. La primaire a eu également pour effet d'amorcer et de préparer la campagne pour l'élection présidentielle, et surtout d'amplifier cette campagne.

« Au-delà des sympathisants que cela amène je pense que les primaires ont fait sur un peuple de gauche non encartés une prise de conscience et nombre de gens se sont dits je suis acteur de sa vie cela a suscité une

adhésion »

Apprentissage

A court terme la primaire a été un moment de socialisation et d'apprentissage de l'implication dans la campagne pour la présidentielle. *L'opération apparaît pour les sympathisants un rite d'initiation et d'institution.*

« La formation les primaires, cela a permis d'être efficace dans la mesure où cela a permis une grande phase préparatoire des présidentielles et ça a permis aux adhérents de faire un premier test auprès de la population, les arguments, un premier contact concret sur la manière de mobiliser l'électorat. Parce que l'enjeu des primaires c'était aussi d'avoir une première mobilisation de l'électorat qui permette d'avoir dans l'opinion aussi une occupation médiatique importante puisque les primaires ont été le sujet de discussion dans les media et dans la population, qui était un des premiers sujets politiques » (BP)

Beaucoup des cadres et adhérents que l'on a contacté mettent l'accent sur le caractère inédit de l'opération et l'apprentissage nécessaire qui s'en est suivi, justifiant par là même un lourd investissement constitutif de ressources de militantisme capitalisable et mobilisable pour les campagnes ultérieures. L'opération semble avoir été un défi et une épreuve, qu'il s'agisse de constituer les listes à partir de données éparées, partielles, standardisé, ou des résistances de la part de certaines communes de droite. Les acteurs de cette organisation ont ainsi le sentiment d'avoir ouvert la voie, défriché le terrain. « L'ump aura peut-être plus de facilité », dit une militante. A court terme, les primaires ont été perçues comme une procédure positive qui « a donné au vainqueur une légitimité populaire d'entrant, lui permettant de mieux affronter la légitimité institutionnelle du sortant »¹⁵. De fait, selon un sondage 59 % des personnes interrogées considéraient que le PS sortait rassemblé et renforcé par la primaire, et 61 % des électeurs sympathisants de droite estimaient que l'UMP devrait organiser des primaires ouvertes pour désigner le candidat à la présidentielle 2017

L'influence des primaires s'est manifestée en ce qui concerne sur la campagne des présidentielles de ce point de vue, la campagne pour la présidentielle s'est déroulée selon les mêmes principes rigoureux que pour l'élection primaire, avec notamment une identification des zones à traiter prioritairement lors du porte à porte, le nombre de portes frappées, le rapport effectué par chacun des mobilisateurs, indicateurs de performances (meilleures sections ou militants montrés en exemple) graphiques comparés et nominatifs. Selon Liéger, Muller, Pons, l'organisation de la campagne présidentielle a débouché au niveau national sur 100 séances de formation 6 000 mobilisateurs, 5 millions de portes frappées

L'organisation des primaires a donc pu contribuer à un renforcement de la professionnalisation militante, selon une forme de rationalisation des pratiques et d'évaluation. La conception et le développement des méthodes de mobilisation et de formation était d'ailleurs réalisée par ceux que l'on a appelé au PS « les bostoniens », étudiants de harvard, qui ont eux-mêmes professionnalisé leur parcours d'expertise militante en une activité commerciale, qui vise à pérenniser et à standardiser une méthode qui a fait ses preuves concernant le PS. Ainsi les concepteurs et organisateurs de la primaire (Liéger, Muller, Pons) ont fondé « cinquanteplus un » la première startup de stratégie électorale en Europe » L'expérience de la primaire PS devient donc un référentiel, pour inspirer les futures mises en place de scrutin de primaires, mais plus largement les opérations électorales. Cette pérennisation de l'expertise est apparue comme une forme d'impératif, constamment reconstruit à chaque élection depuis 2012

il y a eu une réorganisation professionnelle du militantisme. Du porte à porte on en fait tout le temps, mais les observateurs de l'équipe obama ont mis en place un instrument de reporting qu'ils ont développé aux municipales, aux départementales on a une campagne, un outil très précis de porte à porte, on a eu une campagne

15 Michel Balinski ;Alain Bergounioux ;Anne-Lorraine Bujon ;Rida Laraki ;Thierry Pech Primaires : Et si c'était à refaire ? Terra Nova25 avril 2015

de terrain forte mais avec ce qu'on avait pas avant , c'est une méthode d'organisation qui nous permettait d'avoir un retour sur ce qui avait été fait, d'avoir du reporting, de cibler, ça on ne l'avait pas avant, ça ça vient du travail des primaires

L'opération des primaires de 2011 a été menée parallèlement à une formation qui visait à mettre l'accent sur la performance du porte à porte. Ce répertoire d'action militant était en effet considéré par Liéger, Müller et Pons comme l'acte militant le plus efficace devant le tractage, le boitage et l'affichage. Cette revisitation d'un classique du militantisme a permis de le réhabiliter et de l'encourager afin de l'utiliser pour d'autres campagnes électorales. Indirectement, la primaire a donc pu relégitimer les actions ultérieures de porte-à-porte, qui n'étaient pas a priori les plus prisées par les militants.

Je fais partie de ceux qui ont dit à partir de novembre 2012 2013 novembre où le ps été nerveux et jeudis et il faut qu'on fasse du porte-à-porte c'est maintenant il faut qu'on soit présent. J'ai tendance à dire que les gens qui sont mécontents passent leur colère sur moi plutôt que dans un bulletin de vote. Convaincre mais aussi être à l'écoute c'est l'intérêt du porte-à-porte (AM).

C'est le même exercice qui exprime le renouveau du militantisme. Selon les militants cadres fédéraux et permanents rencontrés, l'activité militante n'a pas décliné avec l'ouverture aux non militants. Les militants ont été fortement mobilisés en tant que cadres politiques pour préparer les primaires ou les animer, ils ont tous eu à tenir un bureau de vote ou ont été sollicité pour former les adhérents ou les sympathisants.

Périodiquement le parti a cherché, c'est notamment vrai en période de crise, le plus souvent après une défaite électorale. A certains égards, la rénovation partisane s'est institutionnalisée au fil des réformes à vocation plus ou moins explicitement participative. Au rythme des assises, états généraux, consultations militantes. Paradoxalement, en revanche le dernier avatar de la rénovation du parti, entendue comme instrument de démocratisation interne à destination des adhérents et militants, s'appuie sur la dynamique créée par les primaires. Non sans ambiguïté, parce que la rénovation par les primaires apparaissent pour nombre d'adhérents comme une façon d'affaiblir leur rôle. On peut penser que précisément, le souci de réactiver la démocratie interne s'apparente à une forme de contre partie à la fragilité potentielle du parti, ou à son déclin dans sa forme traditionnelle. On perçoit alors l'ambiguïté de la volonté de rénovation interne. Terra nova justifiait le vote des primaires comme révélateur de l'inadaptation du parti, le déclin de ses formes de mobilisation et de sa capacité à produire collectivement une vision du monde et des programmes, or ici, c'est le besoin de rénovation partisane qui se nourrit de l'influence de la primaire, dont l'usage prétend prendre acte de l'obsolescence d'un certain militantisme. Ainsi, pour prendre l'exemple de la fédération de meurthe-et-moselle, après le congrès de Toulouse, un secrétariat fédéral à la rénovation s'est mis en place, une journée d'études sur ce thème a été organisée, au cours de la quelle M. Coatanea (secrétaire national aux questions de société et 1^{er} fédéral du finistère avait partagé son expérience à propos de la charte fédérale de la rénovation qu'il avait mise en place dans sa fédération dès 2009, prévoyant notamment le non cumul des mandats, le renforcement du rôle des sections .

L'ouverture aux sympathisants

De nouvelles pratiques semblent s'être mises en place localement, notamment par exemple l'intégration de sympathisants dans les réunions de section, et un certain nombre de conventions fédérales qui a pu être favorisé par la mobilisation des sympathisants. Par capillarité, rémanence peut se diffuser au moins symboliquement, l'idée d'ouverture. Les Etats généraux de 2014 se sont efforcés de renouer avec ces sympathisants qui semblaient avoir délaissé le PS après les désillusions suivant les premiers mois de l'élection de F. Hollande à la quelle ils avaient participé. Ainsi, le déroulé de ces Etats-généraux accorde un place théorique aux sympathisants, notamment dans la

première phase consacrée à « l'information et à la contribution des militant-e-s et sympathisant-e-s », qui seront ensuite discutées en section, fédération et conseil national.

De la même façon que l'on a consacré l'ouverture du parti aux électeurs pour désigner le candidat, on peut aussi passer de l'ouverture des instances aux adhérents (bureaux élargis de section, instances fédérales ouvertes aux non membres instances moins formelles (laboratoire fédéral). Le parti au niveau favorable, lors de la perte de confiance de l'électoral, notamment à partir de l'automne 2013, a pu alterner les réunions de catharsis entre militants et parlementaires, les réunions publiques, et les réunions mixtes.

Selon un responsable, « les primaires ont changé la façon de faire cérébralement, c'est à dire qu'on a décidé d'être plus ouvert » (AC). La procédure des primaires a aussi contribué à intensifier la militance, faute d'avoir notablement entraîné une augmentation des effectifs militants

Ça a laissé des traces, ça été une année hyperintense en termes de militantisme. On peut pas ressortir complètement indemne en disant même voilà c'était bien on revient nos vieilles habitudes parce que tout le monde a vu l'intérêt il y a une dynamique

Une forme d'institutionnalisme, ou de dépendance a pu jouer pour légitimer et légitimer durablement l'usage des primaires, en liaison avec une nouvelle conception du militantisme. La réflexion sur les primaires a été longue et débouché sur plusieurs étapes, selon Terra nova qui recense les travaux de gauche sur la question 2008 et 2011¹⁶, sans compter les dispositifs de standardisation qui ont accompagné sa mise en oeuvre et inspiré les autres élections successives (Liegey...)

On doit cependant noter que l'impératif d'« l'ouverture des portes et des fenêtres » selon l'expression consacrée, et rappelée par M. Aubry lors de la consultation militante de 2010, n'est pas nouvelle, et n'est donc pas qu'une trace des primaires.. Une telle démarche ouverte aux sympathisants s'était révélée lors de conventions thématiques, ou lors du débat militant de 2002, et aux Etats généraux de 1993, qui avaient inauguré cette forme de militantisme.

Le statut de nouvel adhérent a pu changer avec la figure du sympathisant actif qui s'est manifesté lors des primaires. Si la figure de l'adhérent et du militant semble de plus en plus se dissocier (lefevre), celles de l'adhérent et du sympathisants semblent se rapprocher, ce qui suggère une forme de banalisation du statut de l'adhérent, plus individualiste, mais surtout moins captif. D'une certaine façon, le recours au vivier des sympathisants des primaires (seulement ceux qui s'étaient investis concrètement dans l'organisation) a pu nourrir une conception de l'engagement moins strictement partisane, comme le montre la composition des listes pour les municipales de 2014, ou même des binomes pour les élections départementales. Le lien de causalité ne peut être établi, mais il semble que la dissolution de la légitimité strictement militante concernant les investitures, puisse être mise en relation avec la relégitimation sympathisante, consacrée, si non construite par les primaires.

Cette sollicitation des sympathisants, générale ou thématique, a cependant souvent pour but de régler des problèmes internes et de masquer ou dépasser les affrontements entre courants. Le PS s'est pour cela inspiré des modalités de la démocratie participative et délibérative, en associant, lors des Etats Généraux de 2014 divers acteurs « de la société civile », même si en définitive, les contributions des sympathisants sont parfois peu visibles ou réappropriées par le parti. Lors des Etats généraux socialistes de 2014, les adhérents avaient eux même une vision très superficielle du texte de synthèse résumant les contributions des adhérents et sympathisants. Le texte final n'était

16 « témoigne de l'intensité de sa réflexion sur le sujet entre 2008 et 2011 : Olivier Duhamel et Olivier Ferrand, Pour une primaire à la française (25 août 2008) ; Olivier Ferrand et Arnaud Montebourg, From campaign to governance (30 mars 2009) ; Rapport (17/06/09) de la commission sur les primaires du Parti socialiste, Pour des primaires ouvertes et populaires (17 juin 2009) ; Olivier Ferrand et Arnaud Montebourg, Primaire : comment sauver la gauche ? (Seuil, août 2009) ; Arnaud Montebourg, Rapport d'orientation sur la rénovation du parti socialiste (28 mai 2010) ; Convention du Parti socialiste, La rénovation (3 juillet 2010).

d'ailleurs communiqué aux militants qu'au tout dernier moment (exemple de la fédé de Meurthe-et-Moselle).

B. Les limites

Dès l'université d'été de la rochelle 2012, un regard critique avait pu être jetté sur les élections, côté expert (R-Lefebvre), lors d'un atelier intitulé « les militants après les primaires socialistes ». Au delà de cette critique, émergeait une critique du modèle traditionnel (mais un peu fantasmé (Lefebvre, 2013) du militantisme.

L'un des effets vertueux des primaires, du point de vue de l'organisation partisane, aurait été de capter durablement les trois millions d'électeurs mobilisés, et les transformant en militant ou au moins en adhérent au parti. Or au niveau national, les effectifs ont plutôt décliné depuis 2012, la mobilisation des sympathisants semble avoir été assez faible et selon Terra nova les 700000 mails de votants ont été peu exploités au niveau national. Le même phénomène s'est manifesté au niveau de la fédération de Meurthe et Moselle. Un contraste semble donc exister entre la mobilisation des électeurs le jour des primaires et la conversion de cette sympathie partisane en capital partisan en termes d'adhérents. De fait, il est important de remarquer que l'enthousiasme qui a accompagné les primaires pour la candidature à l'élection primaire n'a pas été suivi de nombreuses expériences d'élections primaires relatives aux candidatures des autres niveaux d'élection. Si le succès des primaires est reconnu, l'expérience n'est pas totalement routinisée et les perspectives de pérennisation ne sont pas assurées ou intériorisées. L'élection primaire de 2011 n'a pas permis véritablement de constituer un vivier de nouveaux militants. De ce point de vue, le parti socialiste était contraint par un cadrage instrumental rigoureux, à la fois imposé par les instances de contrôle de l'Etat et par une éthique nécessaire pour assurer une crédibilité maximale au scrutin.

Ainsi, sans que l'on puisse chiffrer au niveau du département l'évolution des effectifs, il semble d'après les responsables que l'augmentation ait été relativement modeste, compte tenu du fait que traditionnellement en période préélectorale les effectifs ont de toute façon tendance à augmenter, et qu'il est difficile d'identifier la variable la plus pertinente : popularité des primaires ou soutien à la candidature de François Hollande. Selon un cadre fédéral, « c'est toujours lors de l'élection présidentielle qu'il y a le plus gros afflux d'adhérents ou des gens que l'on ne voit qu'à cette période, donc c'est compliqué de dire qu'est-ce qui est directement lié à la primaire ». Quoiqu'il en soit, l'afflux des nouveaux adhérents n'est pas à la mesure du nombre d'électeurs sympathisants venus voter aux primaires en Meurthe et Moselle (29500 votants). Ainsi, selon l'un des organisateurs des primaires :

« Beaucoup de gens ont appelé à la fédé pour savoir comment ils pouvaient participer. Une petite partie adhérer au PS. La majeure partie des gens qui ont participé au bureau de vote sont ensuite restés sympathisants sans franchir le pas » (BP)

Une partie du problème vient de l'instrumentation technique de l'exercice. La modernité de la procédure des primaires avait été symbolisée par l'usage du stylo électronique destiné à enregistrer les noms et signatures des sympathisants. Les données étaient directement et simultanément transférées à Solferino, la trace écrite étant conservée par huissier. Un logiciel permettait d'envoyer des mails sans connaître les noms des personnes jusqu'aux législatives. « Au delà, le national avait posé la question aux personnes pour savoir si elles souhaitaient ou non être recontactées. A partir de là on avait plus du tout la main sur le fichier ». Un des responsables fédéraux confirme la difficulté de conserver les traces, malgré quelques débordements inévitables par rapport à une règle à la fois imposée d'en haut et fortement intériorisée par la force symbolique de l'enjeu éthique et de la crédibilité :

Il y a eu quelques cas de sections qui ont recopié les noms. Ça a pas été systématique dans la mesure où on a été très clair sur le fait qu'il fallait faire attention. Ce n'était pas encouragé par la fédé et j'étais très attentif à cela d'autant que je suis juriste parcequ'il y avait quand même un débat national, un contrôle de la CNIL. . On avait été strict là dessus ça avait entraîné certaines frustrations notamment à Nancy, puisqu'on avait pas de traces. (BP)

En quelque sorte cette élection, expression d'une externalisation des investitures est déprivatisée et ne constitue donc plus un scrutin interne, comme le dit l'animateur de l'opération,

Les élus locaux qui ont recopié, c'est très marginal parce que déjà c'était un vote externe avec une pression nationale forte donc je crois qu'il y a eu un vrai sens des responsabilités de tout le monde là dessus, on n'avait pas le droit de se planter. Et par l'ampleur du truc, ça mêlait tellement de gens non adhérents du PS que si on avait voulu tricher, photocopier des listes, c'était impossible techniquement. (AC)

La question de l'utilisation des listes électorales et de leur éventuelle conservation par le parti en vue d'un « fichier », largement relayée par différents responsables de l'UMP a également contribué à brouiller les intentions du Parti socialiste avec la mise en place d'un tel dispositif. Au delà des garanties juridiques attestées de neutralité et de confidentialité, comme enjeu territorial, la dynamique militante n'est pas occultée. Certains élus d'opposition dans des communes socialistes en Meurthe-et-Moselle s'étaient également saisis, au moment de la préparation de la procédure, de cet argument pour mener des campagnes de dénigrement des primaires qui a pu avoir pour effet incident de décourager les éventuels citoyens souhaitant s'investir. Ainsi, les élus d'opposition de la commune de Vandœuvre-lès-Nancy ont lancé une campagne dans la presse locale pour dénoncer les primaires, allant jusqu'à exiger qu'une délibération soit adoptée en Conseil Municipal afin d'autoriser formellement des représentants du groupe d'opposition à assister et à surveiller le déroulement du scrutin au sein des différents bureaux de vote installés dans la municipalité.

Ce double filtrage de l'accès aux sympathisants, leur anonymisation par le national (sur injonction de la CNIL) et la limitation dans le temps de son exploitation (pas au delà de la campagne présidentielle sauf accord explicite des sympathisants) peut expliquer que les listes de sympathisants ont littéralement fondu. A cela, il faut ajouter le fait que le logiciel permettant d'envoyer la documentation aux sympathisants, anonymisés, qui avaient accepté d'être contactés, a été relativement peu utilisé, selon l'une des cadres du parti (une ou deux fois dans la fédération, peut-être pour la venue de J-M. Ayrault. (AM)

R lefevre a rappelé l'accueil assez défavorable rencontré par certains responsables locaux et nationaux et surtout à la base des adhérents à l'égard des adhérents à 20 euros. Beaucoup de ces adhérents furent assez mal accueillis, et explicitement découragés, ce qui a pu entraîner une défection, ou un engagement détourné. Ainsi, localement, après le congrès de Reims en 2008, en Meurthe-et-Moselle un think tank proche des partisans de Ségolène Royal s'est constitué, presque comme un refuge pour ceux qui souhaitaient une autre forme de militantisme, moins connectée à une logique d'affiliation territoriale ou d'appareil. Après le congrès de 2008, ce think tank fut en quelque sorte court-circuité ou réapproprié par la fédération, tentant ainsi de renouer avec une logique d'intégration ou de production partisane de l'identité socialiste qui ne serait plus ainsi externalisée. La question a pu se poser en d'autres termes après les élections primaires de 2011 : de nouveaux adhérents furent accueillis, d'ailleurs moins nombreux que les 80000 nouveaux adhérents en 6 mois de 2005. Ici, la logique était différente, les électeurs ont acquitté la somme d'un euro pour voter, mais sans pour autant devenir adhérents. Les adhérents consécutifs à l'adhésion demeurent donc des adhérents relativement classiques, ayant exprimé une volonté d'intégrer le parti au-delà du vote sympathisant des primaires.

De même, concernant l'activisme des sympathisants, s'il a été réel, il semble s'être rapidement émoussé après l'élection présidentielle, les retours sur la participation sympathisante à la fédération se faisant beaucoup plus rare, alors que l'un des objectifs implicites de l'organisation des primaires

était de revivifier et renforcer la population militante. Les évolutions du militantisme ne sont pas récentes et ne sont pas liées au passage aux primaires ouvertes. Le statut de l'adhérent, lui même a évolué. Comme le souligne R Lefebvre, pendant longtemps, la figure de l'adhérent fut un impensé organisationnel, les travaux privilégiant l'analyse du militantisme. Désormais il est reconnu que l'adhérent peut être faiblement investi sur le plan militant, et que le sympathisant peut avoir un rôle central à jouer. En outre, la figure du sympathisant a été relégitimée, grâce aux primaires, mais la tendance n'est pas nouvelle, puisque dès 2003, la direction du parti propose d'assouplir la procédure d'adhésion. De ce point de vue, l'expérience de la primaire serait davantage une conséquence d'une tendance lourde à transformer le militant en simple adhérent et l'adhérent en sympathisant que le point de départ d'une forme de militantisme.

- La question de la reproduction des primaires pour les élections ultérieures ou leur transposition à d'autres échelons territoriaux a été posée d'un point de vue théorique au niveau national.

Si le processus des primaires a bien fonctionné et a pu inspirer la future primaire ump, le modèle de la primaire n'a pas fait école à tous les niveaux. On peut se demander si son organisation ne relève pas d'une solution à un problème conjoncturel. On peut certes noter que François Hollande approuvait le principe de primaire pour 2017, alors que selon la tradition partisane, les candidat sortant est le candidat naturel (notamment le président). En effet, l'entourage de François Hollande, notamment au gouvernement (Thierry Mandon, suivie par M. lebranchu) avait proposé cette possibilité, revendiquée d'abord par les « frondeurs », depuis moins demandeurs. Cependant, au niveau local les primaires socialistes ont été très faiblement utilisées et ont fait l'objet d'un certain impensé, puisque ce mode de désignation n'a que rarement été évoquée pour les municipales par exemple (Marseille). Pourtant, une note de terra nova recommandait l'extension au niveau local des primaires. L'enjeu était notamment d'accroître la participation électorale, mais aussi de favoriser le renouvellement des candidature et de restaurer la confiance entre élus et citoyens et de substituer à la figure du notable local, celle de l'élu davantage légitimé par l'expression du suffrage. Finalement le recours aux primaires ouvertes locales a été très limité au niveau national. Sa systématicité aurait pu avoir l'effet pervers de dissuader la participation par lassitude, ou de favoriser la corruption. De même la logique de l'affrontement de motions de congrès ne semble pas devoir être transposée à des hypothétiques primaires pour des scrutins de listes, qui verraient s'affronter à la proportionnelle des listes de candidats à la candidature.

Des primaires ouvertes ont été organisées à l'initiative de la direction nationale du parti socialiste. Elles s'appuient bien sur le succès des primaires citoyennes dans la perspective des présidentielles et sont censées "permettre l'émergence de nouveaux talents", selon le site national du ps et se sont déroulées dans cinq villes, les 13 et 20 octobre : Marseille, Aix-en-Provence, Béziers, Le Havre, et Boulogne-Billancourt. Et à Rochelle, à la mi-novembre. Plus de vingt mille personnes se sont déplacés au premier tour à Marseille (et au second tour la même mobilisation fut notée que pour la primaire présidentielle. Il faut dire que le parti socialiste local subissait une crise de leadership largement médiatisée au niveau national. En revanche, on ne comptait que 2821 participants à Aix-en-Provence, 1109 à Béziers, ¼ de l'électorat s'est mobilisé à la Rochelle ou encore... 679 à Boulogne-Billancourt. Au Havre, 1472 personnes se sont rendues au bureau de vote pour élire le candidat du PS aux municipales de mars, Soit environ 1,3% du corps électoral havrais et moins de votants que le nombre total des parrainages¹⁷,

En outre, comme le note R Lefebvre¹⁸, ces primaires ne relevaient pas d'une logique de renouvellement, mais plutôt de reconduction des sortants. En sommes, le choix de la direction nationale du PS consistait surtout à privilégier des primaires de 'conquête' dans les communes où la gauche n'est pas au pouvoir.

Le principe et les modalités des primaires ouvertes locales, ont pu d'ailleurs être sévèrement

17 Libération 6 décembre 2013, Paris Matche 18 octobre 2013

18 Ibid.

condamnées comme étant « le hold up du siècle » par les militants, comme le montre cette tribune des Jeunes Socialistes de La Rochelle, Boulogne-Billancourt, du Havre et de Béziers, Aix-en-Provence et Marseille¹⁹.

On y retrouve les critiques classiques attribuées aux primaires ouvertes, mais aussi des désaccords liés aux enjeux conjoncturels et locaux.

Le parti était accusé d'avoir une approche trop jacobine, centralisatrice, en faisant le choix des villes où se dérouleraient les primaires ouvertes. Selon ces détracteurs, plusieurs éléments ont contribué à détourner l'esprit de la primaire ouverte : la communication aurait été volontairement verrouillée pour limiter la participation électorale, le parrainage limitait les possibilités de renouvellement et renforçait les réflexes de claniques au sein du parti, et les dissidences qui s'en sont suivies, comme à Aix ou La Rochelle, car il n'y avait pas de ralliement sur des idées, mais seulement tractations pour des postes. La stigmatisation des primaires ouvertes locales est aussi une critique plus générale et désormais classique du modèle des primaires citoyennes inaugurées au niveau national en 2011, réputée s'identifier au présidentielisme, en rappelant « le coup d'Etat permanent » dénoncé par Mitterrand²⁰

En fait comme le reconnaissent les acteurs locaux, quand l'enjeu n'est pas national, la situation est plus difficile, tant en terme d'organisation que de mobilisation. On peut penser aussi que localement, les appareils cherchent à maîtriser et à sentir la compétence du « bon candidat » (Grunberg). Les expériences résiduelles de primaires locales organisées à l'initiative du national n'ont pas concerné la fédération de Meurthe et Moselle. Et surtout n'ont pas suscité de débat, ni de revendication relayée au niveau des instances de la fédération, sauf de façon marginale

« A Nancy la question a pu se poser notamment avec nos partenaires, sur la gauche du parti, Personnellement je ne suis pas sûr qu'on aurait pu mobiliser de la même manière que pour une élection présidentielle. Je pense que c'est faisable sur des grandes villes qui peuvent avoir une capacité médiatique d'organiser le débat, mais sur une petite commune j'ai quand même des doutes, si c'est pour mobiliser le cercle partisan, ça n'a pas grand intérêt ».
(BP)

Inversement un des responsables locaux de ma mise en place de la primaire considère que l'organisation de primaires pour les élections suivantes auraient perpétué l'intérêt pour la procédure, et plus largement pour la mobilisation de sympathisants voire leur reconversion en adhérents.

Je pense que si on avait continué les primaires, par exemple une primaire pour la tête de liste à Nancy, une primaire pour les départementales, je pense qu'on aurait ancré petit à petit ça dans la tête des gens, mais bon il y a eu la primaire et on est revenu à un mode classique pour tout le reste. Donc c'est un peu retombé quoi (AC)

Selon le permanent ayant participé à l'organisation des primaires, si les adhérents ne se sont pas senti marginalisés,

la question plus politique c'est de savoir si c'est juste à l'adhérent ou au parti de sélectionner les candidats ou de l'ouvrir à des citoyens et là c'est pas tranché. Mais je suis pas sûr, en revanche que ce soit un acquis sur du long terme. A mon avis ça répond à une conjoncture à un moment donné ça semblait indispensable. Mais je suis pas sûr qu'à l'époque actuelle pour les prochaines présidentielles les primaires soient un acquis, même si techniquement à l'heure actuelle c'est dans les statuts du parti. (BP)

19 Primaires Ouvertes : Le Hold-up du siècle, 15 juin 2014, Premier-e-s signataires : Guillaume Ricaud-Peretti : Animateur Fédéral des Jeunes Socialistes 13 – Aix-en-Provence, Anne-Sophie Dedieu : Membre du Bureau National du MJS – Marseille, François Salbego : Membre du Collectif Fédéral du MJS 34 – Béziers, Josepha Cuvier : Secrétaire-Général des Jeunes Socialistes 76 – Le Havre, Arnaud Kozic : Animateur Fédéral des Jeunes Socialistes 17 – La Rochelle, Hanna Delahaye : Membre du Collectif Fédéral du MJS 34 – Béziers, Brian Moorooogen : Animateur Fédéral des Jeunes Socialistes 92 – Boulogne-Billancourt, Baudu Benoit : Trésorier fédéral des Jeunes Socialistes 76 – Le Havre, Bourget Cyprien : Coordinateur régional des jeunes socialistes de Haute Normandie – Le Havre

20 « Nous nous rappelons de ce que François Mitterrand appelait « Le coup d'Etat permanent ». Imposée par la force et légitimant un chef suprême, la Vème République n'a jamais été notre modèle idéal de société. Or, les primaires représentent l'application la plus poussée de cette République : l'élection d'un grand chef qui fort de l'assentiment populaire sous une forme plébiscitaire peut tout se permettre »

La trace des primaires semble devoir être nuancée en ce qui concerne la rupture qu'elle constitue sur le plan de l'évolution des pratiques militantes. La primaire s'inscrit en effet dans un processus continu d'ouverture, dont ont conscience les personnes interrogées. Si une des responsables de la formation et de la mobilisation reconnaît que la mobilisation des primaires et la formation sur le porte à porte selon le modèle préconisé par Liegey-Muller-Pons était fortement imbriqué, et que donc la pratique de l'un pouvait aussi découler de la formation menée à propos de la primaire, le constat est aussi relativisé. Comme si le répertoire d'action du porte à porte, revisité par les experts « bostoniens » étaient réappropriés par le parti avec un effet relativisé.

Les limites de la formation inspirée par les primaires. Dans la perspective des élections municipales, une proposition de formation au porte à porte avait été relancée, selon le même modèle que celui qui était à l'oeuvre pour l'élection primaire, sans connaître le même succès. Cette formation s'inscrivait pourtant dans une démarche de rénovation partisane, concept périodiquement réactivé et s'appuyant en l'occurrence sur la dynamique provoquée par les primaires.. Certaines réunions ont été annulées fautes de participation,

La militante en question distingue la question de la primaire de celle du porte-à-porte

Moi je fais la séparation entre les primaires en tant que tel qui ont modifié un certain nombre de comportements., qui a fait que le citoyen lambda non encartés a beaucoup plus sa part. J'étais assez intéressé par tout le discours de Martine Aubry sur le thème il faut ouvrir les portes et fenêtres et ne pas rester entre nous. Mais je différencie l'aspect primaire et l'aspect porte à porte qui est pas du tout la même chose. Tout le travail de quadrillage et toute la mobilisation porte-à-porte, à Nancy c'était pas quelque chose de nouveau pour nous moi ça fait 15 ans que je suis ps ça fait peut-être dix ans que au ps à nancy on fait du porte-à-porte.

La professionnalisation du porte à porte reste une tendance qui s'est accélérée avec la campagne présidentielle de 2012, selon cette cadre fédérale, doit nuancer l'effet primaires

« on a vraiment eu la tentation fait les choses un peu moins artisanale et de s'appuyer sur des outils qui objectiver le porte à porte en tant que tel, calcul de ratio, d'abstentionnistes de gauche d'identifier les quartiers prioritaires de se dire il n'y a pas une rue qui doit échapper à notre vigilance , mais pour moi ça ne sais pas directement liées aux primaires (AM).

D'autant que pour cette militante, cela s'inscrit dans une logique participative qui avait été commencée depuis Ségolène Royal, en 2007 avec les cafés citoyens et qui avait déjà attiré beaucoup de sympathisants. De fait, L'adhésion des socialistes aux primaires ouvertes n'exprime pas une rupture tant la sélection de 2006 s'apparentait à une quasi primaire ouverte : dès 2003, la définition de l'électorat partisan, a été interrogée lors d'un séminaire du PS proposant la reconnaissance d'un statut d'adhérent moins contraignant. Puis est créée une catégorie d'adhésion *low-cost*, les « adhérents du projet de 2005 » (5 à 10 euros), abandonnée après l'échec du référendum sur le TCE. Elle suggérait une déterritorialisation (non-rattachement à une section), et donnait droit à une participation minimale : information, participation aux débats, vote lors des conventions ou pour désigner les candidats aux élections. Après le congrès du Mans de 2005, la décision de F. Hollande d'ouvrir le recrutement en stimulant les adhésions directes à 20 € dans la perspective de l'investiture présidentielle, a séduit 60 000 nouveaux adhérents qui ont permis à S. Royal, de s'appuyer sur une légitimité plus large que celle des militants. De fait, la distinction entre adhérents à 20 euros et les sympathisants électeurs participant à des primaires paraît artificielle. La simple réduction de la cotisation, réclamée par S. Royal dès avant le congrès de 2008, pouvait conduire à un afflux massif de sympathisants mobilisés pour voter. Malgré les critiques, cette cotisation a été maintenue dans les statuts révisés le 14 juin 2008. En ce sens, si la primaire a pu laisser une trace, elle s'inscrit surtout dans une continuité

La pratique des primaires est mise en récit de façon souvent idéalisée (les bostoniens), mais aussi parfois sous l'angle de l'apprentissage, comme un retour critique mais légitimateur sur une

procédure qu'il convient d'améliorer, de dépasser. Mais de façon symptomatique, en 2015 comme en 2011, ce n'est pas uniquement la procédure en elle-même qui est valorisée, mais le contexte qui la justifie. La primaire de 2011 servait à résoudre une crise de leadership née du congrès de 2008, une autre version des primaires pourrait constituer un instrument d'évitement de l'élimination dès le premier tour des présidentielles de 2017. Mais l'entreprise vise surtout à réaffirmer le lien de légitimité entre primaires et militantisme, face à ceux qui y ont vu « la fin des militants » (Lefebvre). Comme pour répondre à cette thèse, la note de Terra Nova du 25 avril 2015 voit dans l'exercice un renforcement de l'identité militante : « Loin d'être démotivés par cet exercice, les militants ont trouvé-là un motif de fierté et se sont fortement mobilisés autour de cet événement ». D'une certaine façon la primaire quatre ans après son organisation demeure en quête de légitimation et n'en a pas terminé avec sa phase d'institutionnalisation

Le rapport de bilan de Terra Nova sur les primaires reconnaît une dépossession de l'activité militante²¹, mais celle-ci semble s'inscrire selon les auteurs dans une logique s'inscrivant dans le cadre paradigmatique désormais classique de J. Ion et qui semble faire le récit d'une légitimation de l'évolution du militantisme (Lefebvre) « Ces transformations sont aussi le reflet des changements qui affectent plus largement le rôle des partis dans notre démocratie ». En ce sens, la primaire semble surtout légitimer la dimension organisationnelle ou mobilisatrice du militantisme, comme si était acté le fait que les adhérents étaient des instruments « des agents de coordination de la vie politique ».

Conclusion

La question de savoir si la primaire a laissé une (ou des) trace(s) est ambiguë. Si l'on veut dire par là que, loin d'être une simple consultation nationale elle a aussi produit ou réactivé un micro climat politique local, relativement extérieur aux enjeux nationaux, il semble en effet avéré que l'élection primaire, contre toute attente n'a pas été un instrument hors sol, et que le département de Meurthe et Moselle e fut pas qu'un réceptacle technique, espace d'agregation de voix, d'une compétition nationale.

La trace temporelle, ou la mémoire d'organisation et de mobilisation susceptible de poursuivre une mobilisation durable, de construire les conditions de nouvelles formes de mobilisations plus ouvertes aux sympathisants, voire à de nouvelles formes de militantisme en est sans doute une autre dimension. Il faut néanmoins la nuancer,

D'abord parce que cette trace est peut-être illusoire. Si trace il y a, elle est peut-être plus lointaine (depuis 1995) avec le premier largissement de la sélection du candidat, et non directement liée à la primaire. L'ouverture du parti s'inscrit dans un long processus. Ensuite, si l'on parle de trace comme effet, conséquence, écho d'un événement reproductible mais passé, ou comme catalyseur, de nouveaux rapports avec les sympathisants, la procédure des primaires a eu un effet relatif sur la mobilisation à plus long terme

La primaire, au delà de l'épisode opérationnel et les résultats est devenu une sorte de référentiel, réactivé au travers de récits valorisant l'expertise d'une ingénierie démocratique de l'institution partisane. Elle demeure ambiguë car, comme le suggère le dernier rapport de Terra Nova, la trace des primaires, a fini par constituer un impératif comme une forme d'adieu au parti de masse, modèle qui a échoué selon P. Ménucci, suggérant de nouvelles formes de militantisme selon une logique de dépendance au sentier

Bibliographie

21 « Les adhérents du Parti socialiste ont certes été dépossédés en partie des orientations et arbitrages programmatiques mais cette mise à distance est une première étape habituelle d'émancipation et de présidentialisation du candidat »

- Audemard Julien et Gouard David, « Les primaires citoyennes d'octobre 2011 » Entre logique censitaire et influences
Barboni T. « Le parti socialiste, parti de militants. Des militants ou des supporters ? » *Recherche socialiste*, n°46-47, Janvier-juin 2009, pp.12-27
- Barboni Thierry et Treille Éric, « L'engagement 2.0 Les nouveaux liens militants Au sein de L'e-Parti Socialiste »
Revue Française De Science Politique VOL. 60 No 6 2010 p. 1137-115
- Barnea Shlomit and Rahat Gideon « Reforming Candidate Selection Methods: A Three-Level Approach » *Party Politics* 2007; 13; 375
- Bergounioux Alain , Grunberg Gérard, *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords* , Hachette Littératures, Pluriel, Paris 2007, 658 pages
- Birck Jean-Nicolas et Olivier Laurent « La territorialisation de la primaire socialiste. Transposition et usages locaux d'un dispositif de compétition partisane nationale. Le cas de la Lorraine », Congrès de la société québécoise de science politique, Université d' Ottawa, Canada, 23 au 25 mai 2012
- Birck Jean-Nicolas et Olivier Laurent, « Usages concurrentiels de la procédure des primaires au PS. Limites et aléas de la logique stabilisatrice d'un instrument de démonopolisation de la sélection des candidats. L'exemple de la Lorraine », XI^e congrès AFSP, 31 août-2 septembre 2011.
- Carty, R. K. and Donald E. Blake (1999) 'The Adoption of Membership Votes for Choosing Party Leaders: The Experience of Canadian Parties', *Party Politics* 5: 211–24.
- Cross William, Blais André, Who selects the party leader? *Party Politics* January 26, 2011
- Dalton, Russell J. and Martin P. Wattenberg (2000) 'Unthinkable Democracy: Political Change in Advanced Industrial Democracy', in Russell J. Dalton and Martin P. Wattenberg (eds) *Parties without Partisans*, pp. 3–16. Oxford: Oxford University Press. 2007
- Dolez Bernard, Laurent Annie, Une primaire à la française La désignation de Ségolène Royal par le parti socialiste
Revue française de science politique 2007- 2 (Vol. 57) page 133 à 16
- Duhamel O. , Ferrand O. *Pour une Primaire à la Française*, Terra Nova 2008
- Fages Marie-Laure, « La primaire en France : nymphe démocratique à institutionnaliser », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1060/1061, juillet-décembre 2011.
- Faure Alain, Leresche Jean-Philippe, Muller Pierre et Nahrath Stéphane (dir.), *Action publique et changement d'échelle territoriale*, L'Harmattan, Logiques politiques, 2007.
- Hazan Reuven Y. and Pennings Paul (eds), "Democratizing Candidate Selection: Causes and Consequences", *Party Politics*, 7(3), 2001, p. 267–275.
- Hermès, *La Revue*, 2009/2 n° 54, p. 211-219.
- Ihl Olivier, « Socialisation et événements politiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n°2-3, 2002 p. 125-144.
- Janda K., « adopting party law » in *Political Parties and Democracy in Theoretical and Practical Perspectives*, Washington, NDIA 2005
- Jérôme Fourquet, « Géographie électorale des primaires socialistes », disponible ici : http://www.ifop.com/media/pressdocument/392-1-document_file.pdf
- Juhem Philippe, « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°6, 2006, p. 909-941.
- Kenig, O. (2009a). Classifying Party Leaders' Selection Methods in Parliamentary Democracies. *Journal of Elections, Public Opinion & Parties*, 19(4):433–447.
- Lascoumes P. « Gouverner par les instruments ou comment s'instrumente l'action publique » in Lagroye J. (dir.), *La politisation*, Belin, Paris, 2003. Leduc L. Democratizing Party Leadership Selection *Party Politics* May 2001 7: 323-341
- Le Bart Christian et Lefebvre Rémi (dir.), *La proximité en politique — Usages, rhétoriques, pratiques* , Presses universitaires de Rennes, 2005. Leduc Lawrence, "Democratizing Party Leadership Selection", *Party Politics*, may 2001, 7: 323-341.
- Lefebvre R S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des porte à-porte de Martine Aubry à Lille» in Lefebvre R, Roger A. (dir.), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Res publica », 2009
- Lefebvre Rémi et Sawiki Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Le Croquant, 2006.
- Lefebvre Rémi *Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été* Politix 2013/2 (N° 102)
- Lefebvre Rémi, « La diffusion des primaires ouvertes à l'échelle locale. Un processus limité et maîtrisé », Lefebvre Rémi, « S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des porte à-porte de Martine Aubry à Lille», in Lagroye Jacques, Lehoucq Patrick et Sawicki Frédéric (dir.), *La mobilisation électorale municipale*, Paris, PUF-CURAPP, 2005.
- Lefebvre Rémi, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.
- Lefebvre Rémi, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été » Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste, *Politix*, 2013/2 N° 102, p. 7-33. DOI : 10.3917/pox.102.0007
- Lefebvre Remy « comment les primaires socialistes se sont elles imposées ? », La lettre, n°35, 20 avril 2011 Institut français Mitterrand,
- Lundell, Krister (2004) 'Determinants of Candidate Selection: The Degree of Centralization in Comparative

Perspective', *Party Politics* 10: 25–47.

Mair, Peter, Wolfgang C. Muller and Fritz Plasser (eds) (2004) *Political Parties and Electoral Change*. London: Sage.

Mariot Nicolas, "pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté", *Politix*, 2010/4 n°92, p 165-194

Mathieu L., L'espace des mouvements sociaux, *Politix* 2007/1, n° 77, p. 131-151

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval dans le cadre du programme de maîtrise en communication publique pour l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.20)

Offerlé Michel *Les partis politiques*, 2012 8e ed Presses Universitaires de France

Olivier L. 'The Debate about the Socialist Party Primary Elections: Participatory Procedures against Activist Democracy' *American Political Science Association congress*. September 3-6, 2009. Toronto, Ontario, Canada.

Olivier L., « Les procédures délibératives dans un contexte de fluidification et de diversification des allégeances partisans : les cas du PS et de l'UMP » Lefebvre R, Roger A. (dir.), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Res publica », 2009.

Olivier Laurent, « L'identité militante socialiste en question. La démocratie directe au PS à l'épreuve des procédures représentatives et délibératives », *Recherche socialiste*, n°46-47, Janvier-juin 2009, p.27-41.

OLIVIER Laurent, L'évolution de la notion de sympathisant dans deux contextes politiques et culturels différents. Le cas du PS et du Parti Québécois et le débat sur les primaires, Université de Lausanne. CoSPoF 2015, ST 33 : Dans et en-dehors des partis politiques : quel renouvellement des questionnements sur l'action publique ?

Pennings, Paul and Reuven Y. Hazan (2001) 'Democratizing Candidate Selection: Causes and Consequences', *Party Politics* 7: 267–75.

Prémat Christophe, « Malentendus sur la démocratie participative, réflexion sur les primaires socialistes », *Revue Politique et Parlementaire*, Juillet/Décembre 2011, p.50-69.

Primaires : Et si c'était à refaire ? Par Balinski Michel, Bergounioux Alain, Bujon Anne-Lorraine, Laraki Rida, Pech Thierry, avril 2015

Scarrow Susan « Implementing Intra-Party Democracy » in *Political Parties and Democracy in Theoretical and Practical Perspectives*, Washington, NDIA 2005

Schattschneider, E. E. (1942) *Party Government*. New York: Holt, Rinehart and Winston..

Shlomit Barnea and Gideon Rahat, "Reforming Candidate Selection Methods: A Three-Level Approach," *Party Politics*, 13 (May 2007), 375-394.

Théviot Anaïs, « Participer au-delà de sa section. Processus de déterritorialisation du militantisme au sein de la Coopool », communication à la seconde journée doctorale sur la participation du public et la démocratie participative, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, 18 octobre 2011.

Van Biezen Ingrid, Mair Peter and Poguntke Thomas, « Going, going, ...gone ? The decline of party membership in contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 51, Issue 1, 2012, p. 24-56.

Annexes résultats

Tableau 1. Participation (% par rapport aux électeurs inscrits)

	1er tour	2è tour	vote
France	6,10%	6,50%	9474
Lorraine	4,2	4,6	329
Meurthe-et-Moselle	5,6	6,05	122
Moselle	3,4		108
Meuse	4,1		36
Vosges	3,6		63

Tableau 2. Résultats comparés

	France	%	Meurthe-et-Moselle	%	Moselle	%
Montebourg	455601	17,19	4176	15,43	3730	13,98
Aubry	806168	30,42	8715	32,19	7677	28,76
Baylet	17055	0,64	119	0,44	126	0,47
Valls	149103	5,63	1289	4,7	1390	5,21
Hollande	1083188	39,17	10942	40,42	11882	44,52
Royal	184091	6,95	1829	6,76	1885	7,06

Tableau 3. résultats du second tour en fonction des zones des scores obtenus par Montebourg au 1r tour

Montebourg 1er tour	Aubry (%)	Hollande (%)
Q1 : - de 12,1	43,1	56,9
Q2 : de 12,1 à 15,2	43,2	56,8
Q3 : de 15,2 à 17,8	46,0	54,0
Q4 : 17,8 et plus	46,9	53,1
Total département	44,9	55,1

Tableau 4. vote en fonction de la position des élus et de la couleur politique des circonscriptions

circonscriptions électorales et territoires	A. Montebourg (%)	M. Aubry	M. Valls (%)	F. Hollande (%)	S. Royal (%)
Total cantons soc.	15,3	32,8	4,8	41,4	6,7
Cantons Aubry	14,9	33,9	4,9	42,1	6,8
Cantons Hollande	16,0	31,0	4,9	40,6	6,6
Cantons ?	15,4	33,0	4,1	40,2	6,3
circo Le déaut (Hollande)	14,2	28,2	4,7	44,5	6,9
circo Féron (Hollande)	14,8	30,9	5,3	48,5	6,4
circo Eckert (Aubry)	14,0	32,2	3,5	40,7	8,8
total Nancy	17,2	37,4	5,5	33,7	5,5
Total CUGN	16,1	34,2	5,1	38,0	5,8
cantons communistes	13,9	29,4	3,6	44,2	7,8
cantons UMP	17,1	31,3	5,4	39,5	5,9
canton EELV (Nomeny)	16,3	32,4	6,4	38,3	5,4
Canton Modem (Vandoeuvre-oue)	12,5	36,0	6,0	38,7	6,0
Total département	15,4	32,2	4,7	40,4	6,7

Tableau 5. Vote primaire premier tour en fonction de soutien d'élus par bureau de vote (%)

BVP	A. Montebourg	M. Aubry	F. Hollande
Bureau de votes dont des élus soutiennent Hollande	15,3	30,8	41,8
Bureau de votes dont des élus soutiennent Aubry	15,5	35,9	36,6
bureau de votes dont des élus soutiennent Montebourg	31,0	31,0	31,0

Tableau 6. Participation 1er tour selon nombre d'adhérents votants cantons

nombre d'adhérents	taux de participation (%)
1er quartile : : 0	4,64
2è quartile :1 à 18	3,79
3è quartile : 19 à 39	5,17
Quatrième quartile : 39 et plus	6,89

Tableau 6bis. proportion de des électeurs en fonction de la proportion des adhérents par rapport à l'ensemble du département (par commune)

	% ensemble des militants	% ensemble des votants
1er quartile	1,06	7,49
2è quartile	2,18	7,46
3è quartile	3,87	11,4
4è quartile	14,99	37,9

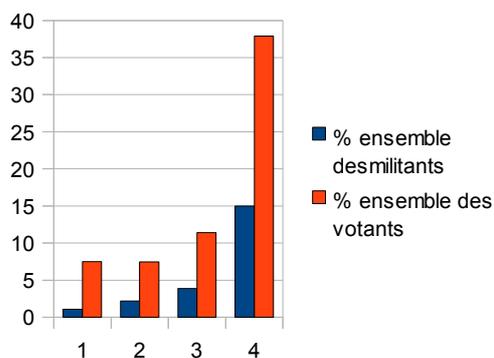


Tableau 7. Résultats primaires 1er tour, en fonction du nombre d'adhérents effectifs (au niveau des cantons)

	Montebourg	Aubry	Valls	Hollande	Royal
Q1 :0 adhérent	14,7	32,0	5,0	40,0	7,4
Q2 : 1 à 17 adhérents	14,5	29,5	3,9	43,7	7,8
Q3 : 17 à 34,5 adhérents	12,7	31,5	4,5	42,1	6,8
Q4 : 34,5 adhérents et plus	16,4	33,1	5,1	40,9	6,3

Tableau 8. Vote primaire 1r tour Royal en fonction du vote Royal 1r secrétaire 2è (au niveau des cantons)

vote Royal 1er secrétaire 2008 2è tour	vote Royal 1er tour primaire (%)
Q1 : moins de 29, 2 %	6,9
Q2 :de 29,2 % à 42,8%	6,0
Q3 :de 42,8% à 57,6%	6,6
Q4 :57,7 % et +	7,5
Total département	6,8

Tableau 9. Vote primaire Aubry 1er tour en fonction du vote Aubry 1er secrétaire 2008, 2è tour au niveau des cantons

vote Aubry 2008 (1er secrétariat)	vote Aubry 1er tour primaire (%)
Q1 :- de 40,8	33,0
Q2 :40,8 à 57,1	30,4
Q3 : 57,1 à 70,7	34,6
Q4 : plus de 70,7	29,7
Total département	32,1

Tableau 9 bis. Vote Hollande primaire 1er tour en fonction du vote Royal 2008 (1er secrétariat)

vote Royal 2008	vote Hollande Primaire 1er tour (%)
Q1 : moins de 29,3 %	42,9
Q2 : 29,3 à 42,9 %	38,2
Q3 : 42,9 à 57,7%	45,1
Q4 : plus de 57,7	40,7
Total département	40,4

Tableau 10. moyenne du nombre d'habitants des communes selon le niveau de participation

	participation	moyenne habitants
1er quartile	3,9	5035
2er quartile	5,0	3946
3er quartile	6,4	4269
4er quartile	20,1	10079

Tableau 11. Moyenne du taux de participation en fonction du nombre moyen d'habitants par commune

	nombre d'habitants	moyenne taux de participation
1er quartile	1282	5,0
2er quartile	2955	5,33
3er quartile	6832,5	6,11

Tableau 12. Vote 1er tour en fonction de la taille des communes (%)

	taux de participation	Montebourg	Aubry	Hollande	Royal
Q1 : - de 2000 hbts	4,8	15,2	34,6	37,4	7,2
Q2 : 2000 à 10000 hbts	4,8	15,0	28,6	43,1	7,6
Q3 : 10000 à 15000 hbts	5,9	14,7	31,6	44,4	7,0
Q4 : 15000 hbts et +	6,1	16,4	34,1	37,4	6,0
Total département	5,6	15,4	32,2	40,4	6,7

Tableau 13. Moyenne du nombre d'habitants par ville en fonction du niveau de vote pour un candidat

	Q %vx Aubry	Moyenne nbre d'hab	Médiane	Q% Holland	Moyenne	Médiane	Q %Montebourg	moyenne f
1er quartile	26,8	4009,0	2058,0	37,2	7954,5	1323,0	12,1	3609,3
2er quartile	30,5	4875,2	2990,0	42,1	5749,0	4914,5	15,1	4107,8
3er quartile	33,6	5731,4	4757,0	45,2	4246,6	3521,5	17,4	11341,5
4er quartile	54,1	8542,1	2054,0	54,3	5218,3	4040,0	29,2	3853,0

Tableau 14. Vote Aubry en fonction du niveau de moyenne d'habitants par commune

	Q nbre d'hab	Aubry
1er quartile	1281,5	34,2
2er quartile	2970,0	30,8
3er quartile	6838,3	28,6
4er quartile	103552,0	32,9

Tableau 15. vote Hollande en fonction du niveau de moyenne d'habitants par commune

	Q nbre d'hab	score Hollande
1er quartile	1281,5	44,2
2er quartile	2970,0	68,0
3er quartile	6838,3	76,4

Tableau 16. Moyenne du nombre d'habitants en fonction du niveau de vote Hollande

	Q% Hollande	moyenne nbre d'hab
1er quartile	37,2	7954,5
2er quartile	42,1	5749,0
3er quartile	45,2	4246,6
4er quartile	54,3	5218,3

Tableau 17. Participation 1er tour selon couleur politique d

	taux de participation
cantons PS	6,8
Cantons divg	4,4
Cantons UMP	5,6
Cantons PC	4,9
Canton EELV (Nomeny)	4,5
Canton Modem (Vandoeuvre-ouest)	6,8
Total département	5,6